

Comptes rendus

Recueil arrêté le 30 novembre 2003

Emmanuelle BESSON, « *Autour du Procès de Joaquim Pinto de Andrade : L'église catholique et l'Angola colonial 1960-1975* », *Le Fait Missionnaire*, XII, June 2002, 126 p., ISSN :1420-2018.

This short book has been inspired by the opening of the private archives of Mário de Andrade. Documents have now been made available which throw light on the arrest and trial of his brother, Joaquim Pinto de Andrade, who was a priest in the Angolan church. Andrade was arrested along with other Angolan priests in 1960 and taken to Lisbon where he was held under various forms of imprisonment, restriction and house arrest until 1971 when he was put on trial. The trial attracted a lot of public attention as the Caetano regime had decided that, as part of its efforts to « liberalise » the dictatorship, an open public trial would take place at which foreign observers could be present. Andrade was sentenced to three years imprisonment but was released in April 1973.

This episode in the wars of liberation has been used as a framework around which to build a detailed account of the relations of the Catholic church with the colonial regime. This book covers in a succinct and helpful way the « high politics » of the relationship, from the time of the Concordat through to the end of the wars of liberation and provides a very useful summary of the uneasy relationship that existed during the 1960s which saw the visit of the Pope to Fatima and the reception of the nationalist leaders in the Vatican in 1970. It shows a Catholic church increasingly split between the objectives of the hierarchy, particularly Cardinal Cerejeira a friend of Salazar, and some radical bishops, like the bishop of Oporto, who broke ranks and questioned Portuguese policy in Africa. The Vatican tried to hold the two strands of opinion together, the Pope intervening discreetly in 1967 in favour of the arrested priests and gradually shifting his standpoint until he gave the audience in July 1970. The description of this last episode suggests that, rather implausibly, the Vatican subsequently tried to persuade Caetano that the Pope had not known who the three nationalist leaders were. To complete the picture it would have been helpful to have had a clearer idea of the attitude of the various missionary orders and some discussion of the role played by the church in Mozambique.

The half-hearted ruthlessness of Caetano who succeeded in being neither a successful dictator nor a truly liberal reformer is nicely illustrated in the story of Andrade's trial, which might usefully have been compared with the trial of the Three Marias. « Ce procès fournit, en effet, un argument de plus pour la dénonciation du pouvoir colonial portugais au travers des fonctionnements de son système judiciaire » (p. 102). Show trials can so easily backfire as Caetano found to his cost.

Throughout this period the regime treated the dissident priests somewhat leniently, presumably as a result of discreet pressure from the Vatican, and it is interesting to contrast this approach with the total ruthlessness with which Neto and the MPLA leadership massacred its opponents once it came to power.

What the book does not discuss is whether Andrade was, in fact, guilty. When he was designated Honorary President of the MPLA in 1964 he refused to deny the implication that he was closely associated with the movement. Had he been working for the independence movements and supporting the insurrectionists, or was he just arrested for being black and the brother of Mario de Andrade ?

November, 2003, Malyne NEWITT

Michel CAHEN, *Les bandits. Un historien au Mozambique, 1994*, Paris, Centre Culturel Calouste Gulbenkian, 2002, 351 p., cartes, ISBN : 972-8462-28-X

Ce nouveau livre de Michel Cahen est très original, dans la forme comme dans le fond. Dans la forme, il se présente comme la transcription littérale de deux carnets de notes prises lors d'une mission de recherche au Mozambique pendant les élections de 1994 : pas moins de 300 pages de sources premières telles que l'historien les utilise lui-même – des observations, des entrevues, des commentaires à vif, le tout transcrit fidèlement. Pour le fond, c'est un livre à la pointe de l'historiographie, un livre qui force le lecteur à repenser l'histoire du Mozambique. Michel Cahen réussit ce tour de force, d'une part, en éclairant le présent de la lumière du passé (histoire immédiate), et d'autre part, en continuant sa recherche iconoclaste sur le passé socio-politique du Mozambique (histoire classique). Certains pourront ne pas apprécier les conséquences de ce travail qui contrevient à l'image encore largement répandue de la Renamo comme un amalgame d'ex-« bandits » plutôt qu'une ex-guérilla et actuel parti d'opposition. Ce « révisionnisme » est toutefois des plus nécessaires et salutaires. On ne comprend en effet rien au Mozambique contemporain si l'on continue à considérer la Renamo seulement comme un corps guerrier ou un groupe mercenaire. A-t-on, en effet, déjà vu des « bandits », des tortionnaires (certains appelèrent la Renamo les « Khmers noirs ») avoir une base sociale importante et gagner, années après années, plus de 40 % des votes dans des élections démocratiques (en 1994, en 1999, et très probablement l'année prochaine) ? Après avoir lui-même travaillé sur la Renamo comme corps social guerrier, Michel Cahen nous propose ici de nouvelles clés pour comprendre ce qu'il appelle judicieusement le « monde de la Renamo ».

Stricto sensu, le sujet du livre de Michel Cahen est la campagne de la Renamo en 1994 en vue des premières élections multipartites du Mozambique. L'auteur a suivi le parti d'opposition en formation (la guerre n'était terminée que depuis deux ans) durant toute la campagne électorale, voyageant dans leurs voitures, leurs camions et leurs hélicoptères, participant à presque tous les meetings politiques et profitant de l'occasion pour faire nombre d'interviews avec des cadres du parti et des ex-cadres de la guérilla. S'agissant d'une transcription littérale de carnets de notes, les chapitres du livre s'organisent de manière chronologique et géographique, au fil des provinces visitées par le leader de la Renamo et son équipe. En tout, ce sont treize chapitres, de grandeurs très inégales, suivant l'intérêt de l'auteur et la longueur des visites d'Alphonse Dhlakama. Alors que le chapitre sur la province du Niassa ne fait que onze pages, celui sur Mambone (Inhambane) en fait plus de cent, l'auteur ayant profité de son passage dans la région pour approfondir une précédente recherche historique – une enquête sur le proto-nationalisme qui n'est pas sans lien et intérêt pour l'analyse de la Renamo. Étant donné que l'auteur a choisi de ne pas réorganiser ses carnets de notes, le lecteur se voit souvent chahuté dans sa lecture, un sujet entamé étant suspendu pendant de nombreuses pages et les hasards de l'observation amenant le chercheur à prendre des notes sur des sujets très divers en peu de temps. On passe par exemple en moins de dix pages d'une discussion sur une possible fraude pendant les élections au meurtre d'un représentant de la Renamo à Lisbonne dans les années 1980 aux conflits nationalistes des années 1960. Heureusement, l'auteur a ajouté deux excellents index (de noms de personnes et thématique) qui permettront aux lecteurs de s'y retrouver, de faire des croisements d'information et d'utiliser ce livre comme une source première.

L'étude de Michel Cahen s'insérait, à l'origine, dans un projet plus large qui aurait dû comporter une recherche similaire sur la campagne du Frelimo (le parti au pouvoir depuis 1975) et deux autres études, respectivement sur la province de Cabo Delgado (étude de cas) et sur la genèse du pluralisme politique dans le pays (étude du contexte). Les autres chercheurs ayant été absorbés par d'autres tâches, seule cette enquête a été menée à bien. C'est à regretter, car la comparaison aurait été des plus

intéressantes et utiles. Mais cela ne peut pas être reproché à l'auteur, d'une part, et, de l'autre, plusieurs études ont été publiées depuis sur ces sujets, que ce soit sur la campagne du Frelimo ou les élections mozambicaines de 1994¹. Autrement dit, la comparaison désirée originellement est désormais possible quoiqu'elle ne soit évidemment pas intégrée au présent livre. Notons encore que Michel Cahen a été le seul observateur étranger indépendant à suivre la campagne de la Renamo dans son intégralité, la plupart des journalistes et autres intéressés se contentant de brèves apparitions dans les grandes villes pour la voir. L'intégration du chercheur à l'équipe de la campagne électorale pose des problèmes méthodologiques qui sont discutés dans l'introduction. Cela donne aussi à ce chercheur un point de vue unique pour évaluer la Renamo, sa campagne électorale et le processus de sa transformation en parti politique.

Le livre étant une source première, chacun pourra interpréter les données brutes qui s'y trouvent selon son point de vue, et ce malgré le « cadrage » qu'en fait l'auteur lui-même dans l'introduction. Cela dit, le lecteur tirera obligatoirement au moins trois enseignements. Premièrement, il ne pourra éviter d'apprendre énormément de choses sur la Renamo, son rôle dans l'histoire du Mozambique et sa campagne électorale de 1994. Les entretiens d'anciens cadres militaires et civils ouvrent par exemple des lucarnes fascinantes sur la genèse, le développement et le fonctionnement de l'organisation. On apprend des choses nouvelles sur les structures de la guérilla, sur son arrivée dans diverses zones du pays ainsi que sur son organisation clandestine pendant la guerre. On apprend aussi beaucoup sur la mue en parti politique qu'opère la guérilla depuis la fin de la guerre en 1992. À ce propos, le lecteur trouvera beaucoup de données socio-biographiques sur les nouveaux cadres civils, que ce soit au niveau national ou à celui des provinces ou des districts. Ensuite, les entretiens du livre jettent une lumière originale sur plusieurs épisodes sensibles de l'histoire mozambicaine : c'est le cas de l'élimination de plusieurs nationalistes dissidents du Frelimo peu après l'indépendance, de la transition politique de 1974-75 et du massacre de Homoine en 1986. Plus contemporain, le lecteur trouvera une description très riche de la campagne électorale de la Renamo : il y a narration de scènes de la campagne, comptage indépendant des personnes qui assistent aux meetings politiques, transcription de (bouts de) discours d'Alphonse Dhlakama ainsi qu'une évaluation instantanée des succès et erreurs de la stratégie du parti. Enfin, le livre nous montre les vicissitudes à voyager et faire de la politique dans un pays en pleine transition entre guerre et paix, entre monopartisme et pluralisme – le tout sous contrôle et supervision de l'ONU.

Deuxièmement, le lecteur ne pourra éviter avec ce livre de reversionner quelque peu sa compréhension de la Renamo et du politique au Mozambique. Les notes et les commentaires de Michel Cahen montrent, d'abord, très clairement que l'ex-guérilla était en 1994 déjà très avancée dans sa mue vers un parti politique civil. À tel point que cela surprend même les convaincus ! La majorité des directions provinciales et districtales du parti sont alors déjà dominées par des hommes qui n'ont pas fait la guerre. Ensuite, le livre montre bien que les discours du président du parti sont beaucoup plus systématiques et bien plus élaborés que ne le voudrait une perception courante dans la capitale. Dhlakama aborde tous les sujets politiques sensibles du pays et, plus encore, il avance un projet qui peut certes ne pas plaire, mais qui n'en reste pas moins un projet politique complet. Dhlakama dénonce évidemment le passé du Frelimo – le communisme, la villagisation, la répression religieuse, la discrimination ethnique, la guerre, etc. Mais il parle aussi constamment de la nécessité d'une division plus claire des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, d'une nécessité de réintroduire la culture africaine dans l'enseignement, d'un besoin de promotion des femmes dans l'appareil d'État (et pas seulement au Parlement), de

1. Sur la campagne du Frelimo, voir B. BALOI, *Moçambique. Votando pelo Futuro Melhor*, Maputo, Instituto Nacional do Livro, 1996. Sur la campagne électorale, voir B. MAZULA (ed.), *Moçambique. Eleições, democracia e Desenvolvimento*, Maputo, 1995.

crédits et de commercialisation pour l'agriculture et la pêche, etc. Cela ne signifie pas que tout est rose et démocratique au pays de la Renamo. Car l'auteur montre aussi que l'esprit et la mentalité militaires continuent à dominer le parti et que la peur de la conspiration n'a pas (encore) disparu. Il n'en reste pas moins que la Renamo était en 1994 déjà en voie de transformation rapide – ce qui amena l'auteur à parler alors de la naissance d'un grand parti politique « conservateur-populiste »²;

La troisième contribution du livre de Michel Cahen est plus spécifique mais pas moins importante. Elle consiste en un approfondissement de notre connaissance et compréhension du nationalisme (ou proto-nationalisme) au Mozambique. Cette contribution est quelque peu obscure et se fait de manière diffuse dès lors qu'elle renvoie, implicitement, à un article de l'auteur non publié et difficilement accessible³. Il n'empêche, les quelques cent pages du livre sur Mambone (chapitre 12) montrent l'émergence dans le centre du pays d'un nationalisme « précoce » qui n'avait jusqu'à présent pas ou peu été étudié. Or ce nationalisme fut réprimé et dispersé dans les années 1950 par les autorités coloniales portugaises et cela eut des conséquences importantes pour l'histoire du pays. L'auteur explique :

« L'élite nationaliste en formation dans le Sofala dès la fin des années trente fut dispersée, au milieu des années cinquante, précisément au moment où se cristallisaient les noyaux qui formeront ensuite le Frelimo. Les cadres issus du Centre [du pays] furent ainsi peu nombreux à s'intégrer au Frelimo et, s'y sentant mal à l'aise, ressortirent souvent ou furent expulsés, voire violemment réprimés » (p. 17).

Cette histoire du proto-nationalisme à Mambone renouvelle notre compréhension de la politique au Mozambique de deux manières. D'une part, elle montre que le Frelimo s'est retrouvé confronté à son arrivée au pouvoir en 1975 à des problèmes historiques très concrets – et pas seulement à l'impérialisme et à des réactions à ses politiques progressistes. Ensuite, elle aide à expliquer le succès que la Renamo a eu, et continue à avoir, dans cette région du pays, les proto-nationalistes du centre s'identifiant presque automatiquement à la Renamo. Plus encore, elle montre que le succès de la Renamo au centre du pays a des racines socio-historiques et ne se réduit donc pas à un « facteur ethnique » trop souvent et trop facilement invoqué.

La richesse et l'originalité du livre de Michel Cahen ne l'empêchent pas d'avoir des défauts. Le premier et le principal est de ne pas avoir de conclusion. Cette dernière aurait été utile plus pour nous aider à interpréter certaines données brutes dont le lecteur se demande finalement si elles confirment ou infirment les hypothèses avancées dans l'introduction. Une deuxième faiblesse de l'opus est l'absence totale de comparaison, le lecteur ne sachant trop en fin de compte si les élections mozambicaines de 1994 ont été justes et libres ou pas, et si la Renamo est un parti singulier comme l'avait avancé l'auteur dans son hypothèse de recherche originelle (p. 1) ou si, au contraire, elle est, ou est devenue, typiquement mozambicaine voire africaine. Un dernier aspect du livre qui peut être critiqué a trait à certains points d'analyse ou d'évaluation spécifiques. Par exemple à certains moments (peu nombreux), l'auteur semble projeter ses propres valeurs – ainsi lorsqu'il avance qu'un retard dans la tenue d'un meeting politique est un manque de respect envers la population, et qui pourrait avoir des conséquences électorales. De même, et plus généralement, l'auteur semble oublier, ou ne pas tirer les conséquences, du fait que 85 % de la population du Mozambique vit à la campagne et que le langage politique des partis doit s'y accorder. En effet, si l'on prend cela en compte, est-il judicieux de critiquer le « simplisme » et la « démagogie », voire le « non modernisme », des

-
2. Michel CAHEN, « "Dhlakama é maningue nice !" Une ex-guérilla atypique dans la campagne électorale au Mozambique », *L'Afrique politique 1995*, Paris, Karthala, 1995 : 119-161.
 3. Michel CAHEN, « Les "mutineries" de la Machanga et Mambone (1953) : conflits sociaux, activisme associatif et tensions religieuses dans la partie orientale de la "zone vandau" », communication à la « 2^e réunion internationale de spécialistes en sciences sociales sur l'Afrique de langue portugaise » (Bissau, avril 1991), 54 p.
-

discours de la Renamo ? De même, est-il judicieux d'appeler la Renamo « un parti populiste » ? L'auteur de ces lignes en doute, mais en même temps il se dit que, si l'on commence à discuter de cela, c'est que le livre de Michel Cahen aura été utile et efficace. En plus d'être agréable à lire.

Octobre 2003, **Éric MORIER-GENOUD**

Pedro CARDOSO et al., *Atlas da lusofonia. I. Guiné-Bissau*, Lisbonne, Instituto geográfico do exército – Instituto português de conjuntura estratégica, 2001, 39 p. + CD-Rom, 17 cartes, 50 photos, gravures, figures et tableaux, bibliogr.

Disons-le tout net : cet atlas rendra service pour tel ou tel aspect de la réalité contemporaine ou de l'histoire bissau-guinéenne et le CD-Rom est pratique (cependant non compatible Mac), mais la publication dans son ensemble est décevante, pour des raisons idéologiques – limpide dès l'introduction (p. 6, notamment) – et de conception globale. On se demande parfois s'il s'agit d'un atlas, ou plutôt du *handbook* de la Guinée, ornée de quelques cartes, dont les militaires qui l'ont élaboré aujourd'hui auraient aimé disposer lors de leur départ en commission de service dans la colonie de 1963 à 1974. Le texte de présentation et de commentaire ou les indications des figures, résonnent souvent de manière étrangement datée : ainsi peut-on lire, par exemple page 26, à propos de ce qui était l'*État Nouveau* salazariste, les colonies et les guerres de libération, que « Portugal enfrentava nos seus territórios continentais africanos, desde 1961, uma subversão insidiosa que [se] infiltrava nas populações » – formulations qui semblent sortir tout droit des « supintrep » et autres rapports des services de renseignements militaires plutôt que des travaux récents des anthropologues ou agronomes bissau-guinéens, portugais, français ou scandinaves ; ainsi peut-on s'étonner quand, en légende de la carte de la situation politico-militaire en 1972 (p. 30) de cet ouvrage publié au début du XXI^e siècle, on voit écrit « *população sob nosso controlo* », « *população sob controlo inimigo* » ; ou encore quand sont reproduits des concepts linguistiques plus qu'usés puisque sont considérées « dialectes » les idiomes « correspondant aux diverses ethnies » aux côtés des « langues » que sont le « créole guinéen » et le « portugais » (p. 73).

Mais par ailleurs, on peut s'interroger sur le choix des cartes reproduites. Certaines sont très utiles : carte des villages stratégiques portugais construits jusqu'en 1972 (n° 17, on aurait aimé qu'elle soit de grand format avec les noms des villages), situation politico-militaire en 1972 (déjà cité, n° 19), carte des limites intérieures des marées (n° 45), limites méridionale de la production de l'arachide et orientale des palmeraies (n° 46). D'autres sont d'usage délicat : ainsi les cartes n° 49 et 50 d'une part, et 54 d'autre part, sur les groupes ethniques, semblent ne pas se correspondre aisément et on manque cruellement d'une vraie cartographie ethnique, avec non pas seulement des « limites des ethnies », mais surtout des « camemberts » puisque aucune région n'est homogène (l'exploitation des recensements auraient permis cela, ou encore une cartographie pour la présence relative de chaque ethnie dans tout le pays) ; ainsi la carte n° 62 semble établir une relation directe et exclusive entre la limite intérieure des marées, et la limite entre... religions traditionnelles et islam. Que les conditions écologiques aient des répercussions sur l'organisation et l'historicité religieuse des sociétés est probable, de là à déduire mécaniquement que l'islam s'arrête pile au point où parviennent les marées est autre chose. L'analyse de l'islam bissau-guinéen et des liaisons internationales de celui-ci (p. 66-73 et carte n° 67) semble tirée, au mieux, des matériaux que F. Amaro Monteiro réunit dans les années soixante et au début des années soixante-dix, et qui ne peuvent évidemment pas rendre compte des évolutions récentes et considérables.

Mais, pour un ouvrage intitulé « atlas », on critiquera surtout l'absence de cartes « élémentairement nécessaires » : aucune carte géographique détaillée (relief, végétation, cultures...), climatique, topographique (la minuscule figure 11 ne saurait en tenir lieu), démographique, politico-administratives (la petite figure 27 ne descend

pas au-delà des grandes régions). La cartographie des élections générales de 1994 et 1998 auraient également été intéressante.

On regrettera aussi l'incommodité de numérotation continue qui mêle cartes, schémas, figures, photos. La bibliographie aurait gagné à être enrichie de références de langue anglaise (il n'y en a aucune) et de travaux géographiques et agronomiques français, mais aussi de nombreux travaux anthropologiques portugais de ces dernières années. On ne peut que s'inquiéter de voir que les centres de documentation cités comme ressources pour la confection de l'ouvrage (et des suivants annoncés) sont uniquement ceux qui viennent de l'ancien régime - « Junta de investigação do Ultramar », « Instituto superior de ciências sociais e políticas [ultramarinas] », « Missões católicas » et sources militaires - alors que le Portugal démocratique a bâti des centres d'études africaines de niveau international. Les auteurs annoncent, après ce volume bissau-guinéen, vouloir couvrir la totalité des pays de langue officielle portugaise. Espérons qu'une confluence entre le savoir de l'ancienne génération coloniale - à ne pas négliger - et les connaissances considérables accumulées par la génération nouvelle, pourra redresser les défauts considérables de ce premier volume.

Septembre 2003, Michel CAHEN

Rita Almeida de CARVALHO, *A Assembleia Nacional no Pós-guerra (1945-1949)*, Lisbonne, Assembleia da República/Porto, Afrontamento, 2002, 305 pages, ISBN : 972-36-0564-3 (« Parlamento »).

Si les capitaines d'Avril ne ressentirent pas la nécessité d'investir l'Assemblée Nationale lors du coup d'État victorieux et libérateur de 1974, c'est que les députés de l'*Estado Novo* n'avaient aucun pouvoir. Si l'on retire la X^e législature pendant laquelle une dizaine de « libéraux » (Sà Carneiro, Balsmemão, etc.) cherchèrent à utiliser cette institution afin de faire évoluer le régime, l'Assemblée Nationale de l'*Estado Novo* fut une anomalie dans un régime anti-parlementaire. Le dictateur António Oliveira Salazar abhorrait le parlement, lieu où s'échangeait, selon lui, de vaines rhétoriques. D'ailleurs, élu à la Chambre des députés, pendant la 1^e République, il n'y était resté qu'un seul jour.

Rita Almeida de Carvalho retrace, dans ce livre publié dans la collection « Parlamento » sous l'égide de l'Assemblée de la République, l'aporie que constitue l'existence d'une assemblée - terme qu'elle préfère à parlement qui induit une fonction de représentation - dans un régime où le pouvoir exécutif et législatif étaient concentrés dans les mains du gouvernement et plus précisément dans celles de Salazar.

L'historienne concentre son regard sur la IV^e législature (1945 à 1949). L'existence de l'Assemblée Nationale, au terme d'élections censées être « aussi libres que dans la libre Angleterre », où peut participer l'opposition, moins frappée par la censure et la répression pendant le simulacre de campagne électorale, représente une manœuvre opérée par Salazar. Il s'agit de simuler une démocratisation du régime, de tenter de faire oublier cette survivance de l'ère des fascismes dans la nouvelle Europe de 1945 auprès de l'opinion internationale. L'entrée du Portugal dans le pacte Atlantique en 1949, en pleine guerre froide, consacra cette acceptation.

Il ne s'agit que d'un simulacre. L'Assemblée, malgré la Constitution de 1933 qui constitue un compromis avec la droite conservatrice, n'a, dans la pratique, aucun pouvoir : ces fonctions de contrôle du pouvoir exécutif, pourtant constitutionnellement sanctionnées, sont vidées de leur contenu par les pratiques gouvernementales ; son pouvoir législatif est inexistant. Ainsi, l'historienne ne fait qu'effleurer la teneur des débats : les mots prononcés dans l'hémicycle n'ont quasiment pas d'importance. Elle préfère se demander si cette assemblée n'a pas, en réalité, constitué une sorte de conseil du régime, de panel démonstratif, pour Salazar, des émois, des opinions, des soutiens qu'il entend caresser dans le sens du poil. Rita Almeida de Carvalho reconstitue donc les origines sociales, les parcours scolaires, les sensibilités

politiques, les professions des 120 députés. Après avoir étudié la correspondance des députés adressée à Salazar, elle montre comment le dictateur intervenait personnellement dans la formation des listes électorales afin de constituer une assemblée représentative, non pas de la population portugaise, mais des intérêts socio-économiques du régime. Ainsi, d'après les différents graphiques présentés, les députés de la IV^e législature provenaient-ils principalement des professions libérales (avocats, médecins), de l'agriculture (propriétaires - qui peuvent toutefois exercer une profession libérale -, ingénieurs agricoles) et de l'armée. Les industriels, toujours suspects de créer la zizanie avec leur volonté de développer le pays, sont exclus. Les travées de l'hémicycle sont offertes aux notables ruraux quadrillant les provinces et à l'Armée, afin qu'ils aident, non par leurs débats et votes mais par leur appui sur le terrain, l'*Estado Novo* à dépasser la situation internationale peu favorable à son maintien. Outre le fait de constituer un thermomètre de l'opinion de ses partisans, l'Assemblée Nationale est également pour Salazar l'instrument d'une politique clientélaire: gouverneurs civils, maires voire ministres se voient offrir comme récompense une place dans l'hémicycle, où certains restent jusqu'à leur mort, ou jusqu'à ce qu'ils apprennent que la dictature est tombée.

S'il était difficile à Rita Almeida de Carvalho d'avancer des nouveautés sur la place et le rôle de l'Assemblée Nationale dans la construction politique de l'*Estado Novo*, son livre ouvre néanmoins d'intéressantes perspectives sur les élites politiques et socio-économiques du régime et la manière dont Salazar les a utilisées et manipulées afin de rester au pouvoir. Enfin, au delà des 176 pages de texte, le livre offre d'utiles biographies sommaires des députés, des reproductions de textes et un récapitulatif des textes de lois présentés à l'Assemblée Nationale entre la 1^e et la IV^e législature.

Juin 2003, **Victor PEREIRA**

Paulo de CARVALHO, *Audiência de Media em Luanda*, Luanda, Editorial Nzila, 2002, 185 p. (« Coleção Ensaio », 13).

O livro *Audiência de Media em Luanda* do sociólogo angolano Paulo de Carvalho é uma obra pioneira de análise quantitativa dos media na cidade de Luanda, em Angola, realizada de 3 a 16 de Abril de 2002 a cerca de 600 entrevistados maiores de 15 anos. O livro dividido em sete capítulos, conclusão e bibliografia começa por enfocar os métodos e técnicas de pesquisa (Capítulo I), identificar o universo de pesquisa, caracterizando a população inquirida (Capítulo II), as suas preferências e fontes de informação (Capítulo III). Em seguida faz um levantamento e analisa as audiências de rádio (Capítulo IV), de televisão (Capítulo V), os níveis de consumo de imprensa (Capítulo VI) e o acesso à Internet (VII).

Como afirma o autor, a sua intenção é apresentar dados que permitam compreender o consumo dos media na cidade de Luanda e o perfil das audiências, de forma a apoiar as decisões de gestores, jornalistas e outros profissionais dos meios de comunicação. Ao mesmo tempo pretende avaliar a adesão dos públicos a determinados programas e mensagens e apreender o grau de *serviço público* prestado pelos profissionais e órgãos de comunicação. Nesta perspectiva procura, também, identificar os perfis de audiência, os seus gostos e *razões para escolha de uma estação em detrimento de outra ou de um programa em detrimento de outro*. Convém referir que esta pesquisa é muito oportuna num momento de transição entre a situação de monopólio do Estado, de partido único, e a abertura dos meios de comunicação à iniciativa privada.

A metodologia utilizada envolveu cerca de 600 entrevistas realizadas por uma equipa preparada de inquiridores. Estas entrevistas obedeceram a critérios demográficos, sociológicos e económicos concretizados na distribuição espacial urbana dos bairros, subdividida em área urbana propriamente dita, área semi-urbana e subúrbios. Em cada rua, e seguindo métodos específicos, foram realizadas 10

entrevistas de cerca de 23 minutos. Os dados obtidos foram tratados através de um programa de informática estatístico para as ciências sociais, designado SPSS.

Do tratamento dos dados pode inferir-se, primeiramente, que os meios de comunicação gozam, na generalidade, de grande prestígio e exercem uma influência considerável na vida das pessoas em Luanda. O mesmo público manifesta maior confiança na informação produzida pelos órgãos de comunicação privados. A rádio é o meio com maior penetração na população sendo as estações de rádio as que obtêm uma avaliação mais positiva. A *Rádio Luanda* lidera as audiências, seguida da *Rádio Cinco*, da *Rádio Ecclésia*, *Luanda Antena Comercial* e da rádio coligada à *Rádio Nacional de Angola*.

Como refere o autor (p. 109) *a televisão pública de Angola é uma estação estatal, que detém actualmente o monopólio da televisão em Angola* operando dois canais desde 2002. A televisão é o segundo meio em impacto na população entrevistada, estando o *Telejornal* (jornal televisivo) no topo das preferências, seguido pelo programa de informação e entrevistas *Ecoss & Factos*, as telenovelas da tarde e da noite e o programa de opinião pública designado *Janela Aberta*. Refere-se que nos bairros mais carentes nem todos têm acesso a um receptor (a preto e branco ou a cores), além de que os cortes de energia e avarias de transmissão, em toda a cidade, inibem frequentemente a visualização dos programas, contudo os dados recolhidos pelo autor registam cerca de 77 % de espectadores assíduos de televisão nas entrevistas realizadas. A análise estatística dos mesmos dados apontam para um perfil de espectador que varia em função dos programas emitidos (p. 130).

O jornal é o meio de comunicação mais antigo em Angola mas o que recolhe menor audiência, em função do preço e dos níveis de literacia. No entanto, *nove em cada onze inquiridos declaram ler jornais* (p. 145). Para o sociólogo Paulo de Carvalho são as variáveis sexo, idade grau de instrução do indivíduo, local de residência e simpatia partidária (aproximada ao partido do governo) que determinam a leitura de jornais, em Luanda. O jornal mais lido é o diário *Jornal de Angola*, seguido do semanário *Angolense* e o bissemanário *Folha 8*.

Segundo o autor, estima-se em 22 % o acesso à Internet em Luanda, de pendendo de factores socioeconómicos, grau de instrução, volume de rendimentos da família, local de residência e sexo. Os dados recolhidos apontam para uma percentagem diminuta de utilizadores com acesso diário garantido.

A apresentação do conteúdo e resultados confirma a originalidade, interesse e oportunidade desta investigação. O trabalho teria, contudo, uma outra dimensão se no lugar de destacar as questões metodológicas e estatísticas tivesse atendido mais à contextualização e interpretação – social, económica, política, demográfica... – dos dados e resultados obtidos.

Setembro 2003, Isabel FERIN

Joaquim António da Silva CORDEIRO, *A crise em seus aspectos morais*, nouvelle édition introduite et éditée par Sérgio Campos Matos, Lisbonne, Cosmos – Centro de História da Universidade de Lisboa, 1999, 244 p., ISBN : 972-762-181-3 (« Classicos da Historiografia », 2).

Auteur d'études remarquées sur l'historiographie portugaise du XIX^e siècle, Sérgio Campos Matos poursuit sa réflexion sur le champ historiographique portugais de la fin du siècle, en éditant, cette fois-ci, un essai de Joaquim António da Silva Cordeiro, intellectuel engagé, mais oublié, des années 1890, sur la crise sociale, économique et politique du Portugal de l'*Ultimato*. Même si sa vigueur intellectuelle ne peut pas être comparée à la fécondité créatrice des grandes figures contemporaines de la pensée lusitaniennne (Alexandre Herculano, Oliveira Martins ou Antero de Quental), Joaquim António da Silva Cordeiro ne s'est pas contenté de demeurer un simple épigone de ces figures, mais il a également été très représentatif

de la génération intellectuelle du *Rotativismo* victime du déclin entraîné par l'épuisement de la monarchie constitutionnelle. Joaquim António da Silva Cordeiro a connu une brève carrière politique comme député du parti *progressista* en 1887, avant d'entrer dans la fonction publique (direction générale des Postes), et d'enseigner la philosophie dans le Cours supérieur de Lettres (devenu plus tard Faculté des Lettres). De graves troubles psychiques ont, par la suite, mis fin à sa carrière politique et compromis sa production intellectuelle. Il a néanmoins continué de travailler à un projet cohérent, qui comportait trois volets et reflétait ses préoccupations, annoncées dans *A crise em seus aspectos morais* : la publication d'une Bibliothèque de Philosophie et d'Histoire (comportant plusieurs volumes d'essais, et dont seul le premier volume, intitulé *Ensaios de Filosofia da História. I. Exame crítico dos sistemas* [Coimbra : Imprensa da Universidade, 1882] a été publié sur des auteurs du XVII^e et XVIII^e siècles), une étude historique sur les finances portugaises, et une autre « bibliothèque » de cinq volumes, consacrée à un projet pédagogique qui lui tenait particulièrement à cœur : une étude de psychologie infantile contenant des propositions pédagogiques relatives à la création d'un « système rationnel d'éducation ».

A crise, que l'on peut voir comme un propos liminaire d'une certaine ampleur, constitue une réflexion critique de qualité, qui s'inscrit néanmoins dans celle d'une lignée d'intellectuels. Comme Oliveira Marreca, Basílio Teles, ou Alberto Sampaio, Joaquim António da Silva Cordeiro s'est penché sur les déséquilibres structurels de la société portugaise. Toutefois, à la différence de Marreca, dont certaines des positions semblent très proches des siennes, notamment dans les analyses économiques, les prises de position de Joaquim António da Silva Cordeiro n'avaient pas de visées doctrinaires ou politiques, mais étaient destinées à susciter et à enrichir le débat intellectuel autour des modèles idéologiques, politiques et économiques, suivis par *l'intelligentsia* portugaise dans un moment historique particulièrement délicat : l'accession au pouvoir du *Regenerador* Hintze Ribeiro et l'installation d'une dictature, qui, pour avoir été brève (1894-1895), n'en a pas moins eu une incidence déterminante sur la vie politique portugaise au tournant du siècle.

Très marqué, comme il fallait s'y attendre, par le positivisme dominant, Joaquim António da Silva Cordeiro s'est néanmoins singularisé par son indépendance d'esprit et sa lucidité critique, qui l'a conduit à une constante – et intéressante – mise à distance du dogme positiviste. Une telle relativisation des interprétations déterministes, moins puissante, certes, que celle de Antero de Quental, doit beaucoup à l'utilisation d'une grille de « lecture multilatérale des problèmes », à l'approche d'une perspective pluridisciplinaire qui l'a conduit à associer, dans son schéma interprétatif, l'Histoire, la Sociologie et la Psychologie, en tenant compte, simultanément, des interactions entre les sphères sociale et économique, et des contradictions entre psychologie individuelle et collective ; démarche peu suivie à l'époque au Portugal, et très justement soulignée dans l'introduction de Sérgio Campos Matos.

Les neuf chapitres qui composent l'essai proprement dit constituent autant d'études indépendantes les unes des autres, mais relevant toutes de son grand projet général visant à analyser la « crise morale » portugaise dans son rapport avec les idéologies, les faits économiques et politiques, et les systèmes d'éducation. Ces trois grandes questions sont passées au crible d'une pensée structurée et lucide, marquée par de vastes lectures, en dépit de quelques jugements anachroniques ou très partisans, qu'il convient de lire par rapport à sa problématique personnelle, concernant, notamment, le statut social des femmes et la pédagogie enfantine. Silva Cordeiro stigmatise en priorité, et de manière convaincante, le modèle *fontista* de développement économique (terme inspiré par l'action du ministre Fontes Pereira de Melo), et examine en profondeur ses « dommages collatéraux » : corruption et anarchie bancaires, pratiques de concussion, fraudes, spéculation financière débridée, etc.

La critique s'avère particulièrement intéressante lorsqu'elle montre à quel point la crise économique et financière de 1891-1892, qui a constitué, si on peut dire, le point culminant des crises cycliques qui ont affecté le XIX^e siècle portugais, a été doublée d'un pessimisme national, d'une crise de confiance généralisée liée à l'ampleur des problèmes sociaux. Conduisant à une impasse idéologique et politique, ces problèmes, qui ont gangrené la société portugaise de la *Regeneração* (analphabétisme, écart progressif entre villes et campagnes, clientélisme et *caciquismo* politiques, déficit d'éducation civique, conditions pénibles de vie et de travail de la classe ouvrière) allaient entraîner la conséquente radicalisation des ouvriers, la déstabilisation des couches urbaines moyennes, faisant ainsi le lit du nationalisme anti-républicain du début du siècle suivant.

Au fil de la lecture de l'essai, on voit Joaquim António da Silva Cordeiro – à qui Sérgio Campos Matos trouve des affinités avec le socialisme réformiste du XX^e siècle (António Sérgio) – s'affirmer de plus en plus comme un moraliste, visiblement attaché aux valeurs chrétiennes, soucieux de formation morale et d'équité sociale, en décalage avec les républicains positivistes comme Teófilo Braga, pour qui les problèmes politiques, institutionnels et religieux primaient forcément sur les questions sociales.

Les faiblesses théoriques de sa pensée, évidentes dans la difficulté à lier psychologie individuelle et collective, par exemple, n'invalident pas l'intérêt de l'essai. Il en est ainsi de sa critique à Oliveira Martins (chap. VI – « Oliveira Martins e o germanismo na política ») dont il partageait plusieurs idées (défense du protectionnisme économique, intérêt pour la psychologie collective, théorisation de la décadence portugaise, entre autres) mais avec qui il s'est trouvé en évidente (et freudienne ?) rivalité. Pour lui, Oliveira Martins aurait été, en effet, le grand inspirateur de la politique autoritaire adoptée par la dictature Hintze Ribeiro/João Franco, politique autoritaire, dont le modèle serait le « socialisme d'État » défendu par Oliveira Martins, incarné pour beaucoup par Bismarck, le « César » du XIX^e siècle. De même, il est particulièrement intéressant d'observer sa position relative au déterminisme ethnique et aux théories du darwinisme social, en vogue à l'époque, et, en conséquence, sa position par rapport à la théorie de la décadence des peuples latins, et du peuple portugais en particulier. Bien que, comme Sampaio Bruno, Eça de Queiroz, Oliveira Martins ou Alberto Sampaio, il souscrive à la théorie de la décadence, et même à celle de la dégénérescence du caractère portugais, il refuse le déterminisme biologique cher à Max Nordau pour privilégier les facteurs historiques, en l'occurrence, la grande entreprise des Découvertes, dont il fait une lecture partielle en s'inspirant des œuvres de Duarte Gomes de Solis, *Discursos sobre los Comercios de las dos Indias donde se tratan cosas importantes de Estado y Guerra*, et de *L'Alegacion en favor de la Compañia de la India Oriental y Comercios Ultramarinos que de nuevo se instituió en el Regno de Portugal* (datées respectivement de 1621 et 1628) ; lecture sans doute inspirée par l'étude que son ancien professeur, ami et mentor José Frederico Laranjo avait consacré dans *l'Instituto* à l'œuvre de Solis, qui voyait dans l'expulsion des Juifs la raison de la décadence du Portugal. Sous cet angle-là, *A crise* récuse toute forme de fatalisme et d'immobilisme, travaillant, de manière finalement attachante, par sa gratuité même, à définir de façon pragmatique, stratégies, options et solutions concrètes, en particulier dans le domaine de l'économie et de l'éducation ; en somme, essayant de réhabiliter l'idée de « bien faire » dans un milieu frappé par la désillusion et la méfiance à l'égard du politique.

Un résumé ne saurait épuiser la richesse et la pertinence des analyses contenues dans cet essai. Espérons que la « modestie de l'obscurité », pesant sur l'œuvre de António Joaquim da Silva Cordeiro, soit définitivement levée grâce à l'initiative de Sérgio Campos Matos, et aussi que *A crise em seus aspectos morais* soit appelée à constituer un instrument de travail indispensable pour tous les chercheurs travaillant sur le Portugal du XIX^e siècle.

Janvier 2004, Déjanirah COUTO

Harri ENGLUND, *From War to Peace on the Mozambique-Malawi Borderland*, International African Library 26, Edinburgh University Press for the International African Institute, London, 2002, 232 pages, ISBN : 0748615776.

People who do not know the past works of Harri Englund may think that this book represents a political analysis on the transition from war to peace in Mozambique, as the title suggests. In reality it is basically the outcome of an ethnographic research, where the author gives full details of the «extended case studies» and personal stories collected during field-work on the border between Mozambique and Malawi. The themes touched on and the arguments put forward by the author, in any case, certainly reward the reader.

In this book Englund demonstrates the ability to address a number of important issues, and it is difficult to isolate the arguments more relevant to our interests. Those of us involved in Mozambican history and society will find important insights into the nature of the transition from war to peace in Mozambique. Others will enjoy the methodological contribution to African or anthropological studies in general. Refugees and migration studies, of course, represent a central reference of this book. Eventually, those involved in research and debates over present political-economic policies in Africa will find crucial elements to challenge established ideas on development initiatives in Mozambique after the end of the conflict.

On the first level, the author analyses the intersections between the so-called local socio-political dynamics and the events which have marked history at the national and international level. On the one hand, he demonstrates how men and women's personal relationships at the same time filter those events and are shaped by them; on the other hand, he shows how national and international developments are influenced by local and personal dynamics. In this way, Englund challenges well-established dualisms associated with the external/internal divide, as in the case of the dichotomy between the «peasants» and the «State», or between «tradition» and «modernity». Although an analytical distinction between the external and the internal is necessary, as the author underlines, it must be referred to historically variable power relations, and not straightforwardly to specific institutions or actors, like in the case of Mozambique the village headmanship (the internal), and the State, Frelimo or Renamo (the external). One may just wonder to what extent the author is conscious of the ambiguity which lies in the renewed trend of the social sciences towards «the local».

The central object of Englund's work is the settlement, the life, the social and political experiences, and the movements of people along the border between Mozambique and Malawi. First of all, the author clarifies that this borderland, far from being a periphery as it is usually assumed, represents a real centre where national and international political events in both countries intersect. Thus, it represents a crucial area for a deeper understanding of wider historical developments. The most significant criticism by the author, however, is directed towards the common assumptions on the movements of people between the two sides of this border and on their status. For example, he underlines the persistent value of the nation-state in relation to borderland people's lives and their movements, in the face of a growing literature on the weakness of the State's presence in border areas. According to Englund, the trend towards the «image of tribesmen transgressing artificial borders» (p. 21) is challenged by the different histories experienced by the villages on the two sides of the border, despite their geographical proximity, and by the strong sense of territory demonstrated by the people moving from one village to another. Secondly, even the status of refugees being «uprooted», and generally the refugees' spatial belonging, is open to question by the complex «dynamics of social relationships» and by historical contingency: «Under the conditions of displacement and repatriation, with the legacy of the war

by no means beyond dispute, spatial belonging became one arena in which relationships were contested and power relations revealed» (p. 97).

Another interesting element in this book is the significant criticism directed towards the current policies of «development» and «democratisation» generally implemented by the Mozambican government and supported by the international donor community. Firstly, Englund criticises some important assumptions held by the models behind these policies, as in the case of the dichotomy between the state and the local population. The author demonstrates how the State, far from being perceived as an «external» entity, was integral to the power relations and the dynamics of mutual responsibility of the various parts of the population. In this sense, the people narrated in this book were not trying to escape «capture» by a hegemonic State, but were simply trying to make the State congruent with their ideas and practices on authority and political relations. Following these considerations, Englund emphasises, for example, how the World Bank's interest in «good governance» would «benefit from recognising how authority emerges and is maintained in specific settings» (p. 163). Here the arguments of Englund are particularly effective in demonstrating the people's role in moulding the State presence in local politics.

The author's analytical criticism is particularly strong towards the current political and economic consequences of liberalism in Mozambique. The new policies hinder the consolidation of those personal and social relationships which the people consider crucial to affirm their belonging to the village community and to the Mozambican or Malawian State. In so doing these policies hamper the processes of social reconstruction undertaken by the population since the end of the conflict. «Liberalism betrays an inclination towards subjects at the expense of the relationships that constitute those subjects. Its advocates legitimise this inclination by evoking the obsolete individual-society dichotomy» (p. 184).

Englund's gloomy final consideration concludes the passage from the conflict to the post-conflict context. The participation of people in the conflict between the government of Frelimo and the rebels of Renamo involved specific conditions of exclusion. If, as argued by the author, the new policies promote new forms of marginalisation of the people in the name of a poorly defined «freedom», they «may also promote the historical conditions of political violence» (p. 185).

August 2003, **Corrado TORNIMBENI**

GERTIL, *Atlas de Timor Leste, Lisbonne*, Ed. Lidel, 2002, 170 p. ; Frédéric DURAND, *Timor Lorosa'e, pays au carrefour de l'Asie et du Pacifique. Un atlas géo-historique*, Marne-la-Vallée, Bangkok, IRASEC/Presses Universitaires de Marne-la-Vallée, 2002, 208 pages.

2002, année de l'indépendance de Timor Leste, nom officiel de ce nouvel État lusophone, a également été celle d'un événement important : la publication presque simultanée des deux premiers atlas qui lui sont consacrés. Le premier, résultat d'un

travail d'équipe, est en portugais ; le second, œuvre individuelle d'un universitaire, est en langue française.

L'atlas du Gertil (Grupo de estudos de reconstrução de Timor Leste), de l'université technique de Lisbonne, est divisé en neuf grands chapitres recouvrant environ 45 rubriques, en général fondées sur des cartes au 1 : 1 200 000^e, parfois à plus petite échelle. Il faut y ajouter, placé en annexe, un ensemble de six feuilles topographiques au 1 : 250 000^e couvrant l'ensemble du pays.

On aurait tort de s'arrêter aux premières rubriques qui visent à situer Timor dans son contexte planétaire (enquadrant mondial), voire interstellaire (*sic*), qui ne s'adressent qu'au public scolaire timorais. Le reste de l'atlas traite des points suivants : l'histoire et la culture, l'espace naturel, l'organisation administrative, la

démographie, l'occupation humaine, les activités économiques, les relations commerciales internationales, et les enfin les indicateurs de développement. Les différentes planches apportent une information étonnamment riche, vu l'état de ce pays juste sorti d'une longue période de violences. On aurait certes souhaité que cette information ait parfois été un peu plus précise, mais on peut comprendre que les cartes ne puissent qu'exprimer l'hétérogénéité des données disponibles. Techniquement, l'usage assez fréquent de pictogrammes sans introduction de la moindre variation de taille n'aide pas forcément à bien saisir les phénomènes représentés. On relèvera par ailleurs quelques lacunes gênantes comme l'absence de numérotation des différentes cartes, ainsi que des erreurs surprenantes concernant les unités des précipitations et celles des cotes bathymétriques. Heureusement quelques graphiques, des commentaires bien développés, et un illustration photographique en couleur, abondante et d'excellente qualité, pallient cette carence. En outre, il n'est pas inutile de signaler la présence de magnifiques dessins monochromes illustrant le thème des traditions timoraises.

L'atlas géo-historique, préfacé par José Ramos Horta, Prix Nobel de la Paix, et élaboré par le géographe Frédéric Durand, vaut surtout par les informations particulièrement précieuses qu'il apporte pour la période allant de la fin de l'occupation portugaise à la veille de l'indépendance, et par celles concernant la démographie et divers faits sociaux. L'analyse des opérations militaires indonésiennes, des faits de guérilla et de résistance est détaillée à travers une partie des 136 figures de l'atlas, réparties en huit grandes rubriques. On pourra cependant regretter que cette logique chronologique ait pour effet d'émietter les données. C'est ainsi que si l'on s'intéresse à la croissance de la capitale, Dili, il faudra passer de la figure 55 (Dilli dans les années 1960) à la figure 129 (Dilli dans les années 1990), 80 pages plus loin, en passant par la figure 99 (évolution de la ville de Dili de 1927 à 1990). On remarquera que l'auteur emploie le terme *tetun* (langue véhiculaire de Timor) de Timor Lorosa'e, qui a été un moment en concurrence avec celui de Timor Leste pour dénommer le nouvel État. Si la rigueur scientifique de cet atlas est à la hauteur de l'autre, la présentation peut être considérée comme d'un niveau un peu inférieur. On peut ainsi être surpris que la majorité des photographies (n° 47 à 106) soient massées en fin d'ouvrage. D'autant plus que l'intérêt de certaines peut paraître assez limité et que leur format assure une médiocre lisibilité.

On le voit, ces deux atlas sont complémentaires et nullement concurrents. Il s'agit sans aucun doute des ouvrages qui permettent le mieux, à l'heure actuelle, de cerner la situation de ce jeune État de l'Asie du Sud-Est.

Septembre 2003, Jean-Michel LEBIGRE

Paula GODINHO, *Memórias da Resistência Rural no Sul: Couço (1958-1962)*, Oeira, Celta, 2001, 360 pages.

L'ouvrage de Paula Godinho, professeur d'anthropologie à l'université Nouvelle de Lisbonne, est issu d'une thèse soutenue en 1998. L'étude aborde une série de conflits sociopolitiques opposant, au tournant décisif des années 1960, la classe des travailleurs agricoles de Couço, à la frontière de l'Alentejo, aux grands propriétaires terriens et à la PIDE de l'*Estado Novo*. L'observation a consisté en une écoute méthodique et compréhensive de récits de vie, croisés avec des archives de la police politique (PIDE) et du Parti communiste portugais (PCP). Aussi l'angle choisi est-il celui de la mémoire résistante, c'est-à-dire de la trame - et du drame - des existences rendue à distance de l'action et du temps par les paroles vives des protagonistes.

L'approche originale de l'auteur repose sur le fait d'indexer la question de la mémoire à l'action et au langage du groupe et de l'individu. Elle est alors un ressort orientant les pratiques contestataires et une dynamique constituante des identités, doublée d'une grille de lecture d'une société agricole dualiste et antagoniste. La spécificité de ces conflits du Sud relève d'une culture de résistance ancrée sur le local

où s'entrelacent le travail et la politique, les liens de parenté et de voisinage.

La mémoire culturelle envisagée, et interrogée, est celle des mécanismes de transmission d'un événement passé, à savoir des manifestations de résistance collectives devenues référentielles, car communes et structurantes, dont la réactivation est susceptible, dans des situations de crise, de déclencher d'autres moments de lutte organisée.

L'ouvrage est divisé en vingt-six chapitres (dans le sommaire, une erreur fait passer du chapitre 19 directement au 21), en dehors de la conclusion, formant cinq parties composées d'autant de problématiques progressives et enchaînées.

La première partie est une présentation élaborée du sujet étudié (chap. 1), de la question centrale des fonctions et de l'opérativité de la mémoire collective envisagée dans le cadre de la société locale et d'une culture résistante (chap. 2). Sont ensuite cernées les caractéristiques de la résistance ordinaire dans le travail et les logiques d'action des mouvements socio-politiques (chap. 3). Une description socioéconomique et historique de Couço (chap. 4), dont la population d'ouvriers agricoles a peu ou pas fréquenté l'école, est suivie d'une discussion de la méthodologie appliquée aux petites communautés rurales à partir de l'œuvre de Redfield ; l'exposition des matériaux et des étapes de la recherche vient compléter le registre des faits et des concepts mobilisés (chap. 5).

La deuxième partie est centrée sur les caractéristiques socioéconomiques de l'Alentejo, et d'abord de Couço. La possession ou le contrôle de la terre y constitue le pilier de la structure sociale qui, loin de former une communauté, se trouve divisée en deux classes opposées. Les grands propriétaires, dont quinze d'entre eux concentrent, en 1940, 83 % du total des terres (p. 83) sont rejetés dans le camp adverse. Les salariés précaires ont souvent affaire à des intermédiaires mandatés par le patron (chap. 6). L'injustice de la dépossession des terres est plus sensible chez les « travailleurs conscients » militants du PCP, quoique tous soient poussés pour leur survie à voler sur les parcelles de terre (chap. 7). L'Église, étant rejetée du côté des riches, est désertée au profit du repli identitaire sur les valeurs du groupe des « travailleurs » ou des « camarades » (chap. 8) où circulent un savoir, une parole et des journaux engagés (chaps. 9 et 15).

La troisième partie a pour titre « Le triomphe de l'épique et les "vozes ao alto" ». Elle comporte trois moments. La résistance est envisagée comme culture indexée aux valeurs et aux méthodes clandestines du « Parti » tout en relevant de formes d'organisation et d'expression secrètes (« plonger ») ou plus visibles selon les circonstances, recourant à un répertoire de luttes variable et adaptable, à des codes linguistiques ou à des refus de soumission quotidiens (chap. 10).

Les mouvements sociaux de 1958-1962 sont l'aboutissement d'une série de conflits et de répressions parcourant tout le siècle. Avec la réorganisation clandestine du PCP d'Álvaro Cunhal, interdit par l'État autoritaire, et les difficultés d'approvisionnement, les années quarante font se conjindre la ressouvenance d'anciennes luttes et des « marches de la faim ». Ces manifestations débouchent sur d'autres revendications et offensives plus larges et plus politisées (chap. 11).

La courte période 1958-1962, abordée plus en détail par Paula Godinho, s'inscrit donc dans le prolongement des années d'agitations antérieures, tout en constituant un concentré d'événements critiques et un tournant historique par la fragilisation du pouvoir salazariste, avec les élections de 1958, le début des guerres coloniales et la vague de répression succédant aux grèves locales et manifestations nationales. Les actions pour la journée de huit heures à Couço en 1961 donnent lieu à des luttes plus larges (chap. 12).

La quatrième partie porte sur les « formes d'organisation » et sur l'« alignement collectif ». Le PCP, à Couço, est un élément central, structurant et identificateur. L'organisation « léniniste » du Parti devient une « institution totale » (p. 244), avec son vocabulaire militaire et ses exigences ; avec ses termes, ses savoirs et ses histoires différemment partagés par crainte des *bufos*, les dénonciateurs infiltrés (chap. 17) ; avec ses codes et ses contraintes (chap. 18) ; avec ses sociabilités et son activisme ;

avec, enfin, ses rites et sa hiérarchie. Les membres du parti sont conduits au « sacrifice » économique et symbolique et, d'abord, les « fonctionnaires », véritables agitateurs professionnels. Ce fonctionnement rigide et les exigences ascétiques du combat sont une réponse à l'augmentation des mesures répressives du régime et à l'exacerbation des antagonismes de classe, dont n'est pas absent un code du « traditionnel », malgré un discours égalitariste, séparant en « comités » les hommes et les femmes (chap. 13 et 16).

À Couço, les liens de parenté, les sociabilités et la conscience de classe sont autant de « prédispositions » sociales – entrelacées – à l'implication politique en général et à une culture de résistance en particulier. Elles sont appréhendées dans leur contexte évolutif et leur dynamique, pouvant opérer comme des réseaux ou des ressources de l'action collective (chap. 14).

À la densité des relations, Paula Godinho ajoute un facteur supplémentaire, pour expliquer l'activation du réseau de résistance : une forte cohésion collective, stimulée par une conjoncture favorable. En outre, l'action politique engagée à l'échelle locale s'inscrit dans le prolongement de la coexistence, avec ses règles et ses valeurs (chap. 19).

La dernière partie est consacrée à la prison. Le schéma van gennepien du rite de passage sert au chercheur d'outil d'interprétation de la machine carcérale où sont enfermés des militants, et des conduites individuelles ou collectives, à partir des procès archivés de la PIDE et, surtout, des récits recueillis. Dans ce développement, plus qu'ailleurs, pointent la richesse des entretiens et la finesse de leur articulation par l'auteur.

C'est en pleine nuit que surgissent les agents de la PIDE, jouant de l'effet de surprise, afin d'arrêter des militants et d'appréhender des documents compromettants (chap. 20). Dans le cadre de la détention, les rites préliminaires relèvent de l'identification et de l'interrogatoire. Le corps des prisonniers est soumis à des purifications. Dans l'enceinte de la prison, se met en place parmi les prisonniers et dans les « interstices du système » (p. 278) un code rudimentaire et bricolé destiné à communiquer entre eux, comme les coups en morse sur les murs. Ce lien ténu maintient une forme de solidarité et de lutte (chap. 21).

La deuxième phase est celle de la liminarité ou des épreuves. Les interrogatoires succèdent aux violences physiques et même aux tortures, dont subsistent des séquelles chez certaines victimes. Certain(e)s trouvent le courage de résister grâce à l'appui des autres, voire de continuer la lutte politique, réorganisée à l'intérieur de la prison. La nécessité de préserver des proches, et d'abord sa famille, pousse au silence, en dehors des *rachados*, qui collaborent (chap. 25). Le retour d'un détenu à Couço est toujours l'objet d'une réception festive et de visites où se pressent membres de la famille, voisins et camarades du Parti.

Peut-être aurait-il fallu, pour les besoins de la démonstration complète de l'hypothèse avancée d'une mémoire résistante activable et aux effets agissants dans un autre contexte de crise, élargir explicitement le cadre historique en le croisant avec la question des générations, car la période de cinq années retenue semble trop courte pour mesurer l'impacte réel des expériences résistantes antérieures.

L'ouvrage de Paula Godinho, original dans l'anthropologie politique et rurale portugaise, est d'une rigueur et d'une valeur exceptionnelles.

Novembre 2003, Anibal FRIAS

Milton GURAN, *Agudás. Os « brasileiros » do Benim*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 2000, 290 p., ISBN : 85-209-1067-X.

Une relation d'« ancestralité *sui generis* » convertie en une ressource de pouvoir, tel est l'atout qui a permis la consolidation sociale du groupe des « Agudás », une communauté représentant environ 5 % de la population du Bénin, éparpillée dans des villes comme Porto Novo, Ouidah et Aguê (sans compter ceux qui vivent au Togo et au Nigéria, en particulier à Lagos). Il s'agit donc de la construction d'une

identité de groupe fondée sur une descendance brésilienne, cette caractéristique définissant leur espace dans la société béninoise. Leurs ancêtres étaient soit des commerçants blancs du Brésil venus au Bénin à partir de la fin du XVIII^e pour investir dans la traite, soit des Africains vendus au Brésil comme esclaves, revenus à leur point d'origine (ou supposé tel) après avoir été libérés. Le livre *Agudás, os « brasileiros » do Benim* reprend un sujet qui a déjà intéressé une gamme variée d'observateurs : des explorateurs européens passés par la côte du Bénin au XIX^e siècle et étonnés de la prospérité d'une communauté d'origine si inattendue ; des africanistes brésiliens de la première moitié du XX^e siècle attirés par le darwinisme ou par un lusotropicalisme de première génération, enchantés de trouver du vocabulaire portugais et des habitudes brésiliennes dans des maisons béninoises ; et, bien entendu, le thème a été l'un des principaux objets d'étude de Pierre Verger, qui a fouillé les archives et s'est plongé avec une grande énergie dans les terrains brésiliens et béninois pour dessiner une histoire de la construction de la communauté des Agudás.

L'intérêt du travail de Milton Guran est son effort de saisir le mouvement de ce phénomène social, l'évolution de ce processus de construction identitaire. Le défi n'est pas banal : il faut une haute « technique » pour capter une trajectoire, la troisième dimension de l'analyse sociale pourrait-on dire. Les outils méthodologiques sont très spécifiques, comme l'analyse politique appliquée à l'observation anthropologique et la réflexion sur le temps (ou les temps) sociologique(s). Avec ces outils en main, l'auteur actualise la réflexion sur les Agudás et le Bénin suite à la transition démocratique, et sur les ponts persistants entre Brésil et Afrique.

L'évolution de ce processus de construction identitaire est décryptée par Milton Guran comme une séquence d'efforts de ces descendants des Brésiliens pour s'assurer des ressources de pouvoir au long des étapes de l'histoire béninoise. À l'arrivée des premiers Brésiliens au Bénin, le but était de convertir cette identité étrangère en un canal d'acceptation par la société africaine. Cela ne fut pas difficile pour les commerçants de la traite, puisque leur origine brésilienne avait vite été associée à la prospérité économique des élites locales. Cependant, pour les Africains revenus en Afrique suite à leur esclavage au Brésil, il fallait surmonter un passé de rejet – certains avaient été soustraits au trafic par leurs propres familles ou leurs tribus – et d'infériorité – en raison de la vision de l'esclave véhiculée par les propres autochtones. Pour obtenir des ressources de pouvoir face à une société hostile, il leur était plus facile de s'associer aux commerçants de la traite et de valoriser leur passé brésilien – c'est-à-dire leur contact avec une culture européenne – que de chercher une valorisation en tant qu'« Africains purs » ou « héros » qui se seraient libérés de l'esclavage et seraient retournés à la « mère Afrique » – ce genre d'argument n'est devenu opérationnel que beaucoup plus tard, lors de l'éveil des idées de négritude. L'alliance paradoxale entre des commerçants blancs et des anciens esclaves autour de la valorisation de la mémoire du passé brésilien a ainsi été à l'origine de l'identité des Agudás, qui se sont désignés eux-mêmes, jusqu'à nos jours, comme « Brésiliens ».

Par la suite, l'intensification de la présence française au Bénin a poussé les Agudás vers des alliances avec le colonisateur et vers une administration prudente de ses liaisons avec le pouvoir fou. Plus tard encore, au début de l'agitation nationaliste, les « Brésiliens » du Bénin furent vus comme agents associés au pouvoir colonial : aussi, lors de l'indépendance, les Agudás furent-ils rejetés et persécutés, alors même que, de leur communauté, en tant qu'élite économique, avaient émergé des intellectuels de la lutte anticoloniale, puisque leurs enfants avaient parfois eu accès à une éducation privilégiée (tel le cas de Sylvanus Olympio, au Togo). C'est aujourd'hui que l'identité agudá est donc à nouveau valorisée : dans le contexte du Bénin « démocratique », qui voit les chefferies traditionnelles regagner des espaces dans l'arène politique, les Agudás y cherchent aussi leur insertion, en tant que groupe consolidé et représentatif d'une partie de la société béninoise. L'origine brésilienne est revalorisée et devient symbole de mélange de cultures (africaine et européenne) et, donc, d'ouverture et de modernité.

Cette évolution politique et historique du processus de construction identitaire des Agudás est la toile de fond d'une analyse qui porte sur la structure de cette identité elle-même, c'est-à-dire, des langages employés, des ressources esthétiques activées, des éléments choisis pour réaffirmer ce que « être un Agudá » veut dire au Bénin. C'est ce que l'on peut appeler une « poétique » de l'identité. L'identité agudá correspond à l'emploi d'un certain éventail des mots en portugais, de certaines normes de politesse, d'une manière spécifique de gestion de l'espace domestique – habitudes héritées des origines brésiliennes. La représentation iconographique de soi est aussi vue par l'auteur comme centrale et il le prouve par l'analyse des photos de famille (non seulement en leur composition, mais aussi dans la manière dont elles sont exposées dans le salon de visites de la maison de famille). L'ensemble des illustrations présentées dans le livre (non seulement celles fournies par les familles mais aussi celles prises par l'auteur) est très riche et important dans la structure de l'analyse. Mais le pilier peut-être le plus distinctif de l'identité agudá est le catholicisme, qui très souvent est plus un exercice ostentatoire qu'une pratique de la foi et peut d'ailleurs parfois coexister avec la pratique de l'islam. Ce catholicisme charrie aussi des cultes d'origine brésilienne. Par exemple, la fête de Nosso Senhor do Bonfim, rite très traditionnel de l'église catholique de Bahia, reste jusqu'à aujourd'hui un espace de réaffirmation identitaire dans la sphère publique – le défilé envahit les rues et le carnaval séduit la ville.

Cette poétique se structure cependant sur un héritage transmis du début du XIX^e siècle, au moment de l'arrivée de la grande masse des premiers ancêtres des Agudás, jusqu'à la fin du même siècle, lorsque les liaisons avec le Brésil disparurent avec la fin définitive de la traite. C'est donc le Brésil impérial qui a composé la poétique de l'identité des Agudás : les chansons en portugais qu'on peut écouter dans les célébrations de Nosso Senhor do Bonfim parlent d'événements du Brésil colonial, les costumes dits « brésiliens » ressemblent plutôt à ceux de la bourgeoisie brésilienne (très européanisée) de la belle époque, la *burrinha* – fête folklorique très appréciée des Agudás – n'existe plus au Brésil que dans des villages isolés. Cette préservation d'un Brésil du XIX^e siècle n'est pas vraiment étonnante, dans ces conditions de transmission de l'héritage culturel. En revanche, ce qui est sociologiquement très intéressant est l'emploi complètement instrumental de symboles du Brésil contemporain en une tendance moderniste de revalorisation de l'identité agudá dans le Bénin démocratique. Le récit de Milton Guran permet d'en cueillir certains exemples : les efforts d'incorporation de certaines chansons contemporaines dans les fêtes, la fière captation par les Agudás des victoires brésiliennes au football ou dans les compétitions de Formule 1, et évidemment un sentiment d'identification envers les modèles sociaux des feuillets brésiliens (transmis partout en Afrique et, sans aucun doute véhicule le plus important de propagation de l'image du Brésil dans le monde). Finalement, l'élément du Brésil contemporain qui est le plus frappant (parce que très central dans l'iconographie politique) est le drapeau républicain intégré aux fêtes de Nosso Senhor do Bonfim depuis 1992 : un drapeau républicain intégré à la symbolique d'un héritage qui remonte au Brésil impérial... Cela montre une nouvelle fois que la construction de l'identité implique reconstructions et déconstructions du temps sociologique – bricolage permanent de morceaux d'histoire se conjuguant au gré des besoins politiques du groupe social.

La quantité de détails que le travail de Guran apporte sur la traite est énorme. On regrettera cependant une carence en ce qui concerne les familles agudás « non-aristocratiques » : leurs histoires de vie aideraient à une construction plus précise de l'espace de la communauté dans le Bénin d'aujourd'hui. Mais les efforts minutieux de l'auteur rappellent opportunément la faiblesse persistante de l'anthropologie dans l'histoire en général. On ne saurait jamais se satisfaire d'explications générales sur les Africains déportés en Amérique, renonçant à chercher leurs histoires sous l'argument que la déportation aurait effacé leurs racines. Il faut donc de l'« énergie anthropologique » pour suivre des routes individuelles et découvrir avec précision les parcours des familles africaines dont l'histoire s'est déroulée de par et d'autre de

deux continents. Si l'existence de descendants de Brésiliens au Bénin (ainsi qu'au Togo et au Nigéria) étonne tellement les deux côtés de ce pont, c'est parce que l'on continue à très peu savoir sur la traite et sur la colonisation de l'Amérique et de l'Afrique, expression de l'abîme culturel, économique et historique profond entre ces deux continents. Enfermés dans la compréhension économique de la dynamique coloniale, nous oublions l'existence des flux sociaux qui ont échappé aux relations directes ou même triangulaires entre métropoles et colonies - qu'elles soient africaines ou américaines.

2 septembre 2003, Juliana SANTIL

« LE PORTUGAL ET L'ATLANTIQUE », Arquivos do Centro Cultural Calouste Gulbenkian, Lisboa-Paris, Centro Cultural Calouste Gulbenkian, XLII, 2001, x + 220 p., ISBN : 978-972-8462-19-0.

Despite apparently somewhat disparate themes, the twelve studies included in this collection are tied together by a strikingly firm bond of subtext. All twelve ultimately deal with various aspects of the same issue: the quintessentially problematic continuous process of emergence and transformation of identities - or perhaps rather identity notions - and their expressive symbols. Two key implicit questions lay these notions bare: What, if anything at all, continues to connect all the regions, nations, and ethnic or linguistic subgroups shaped or influenced at one point or another by different kinds and degrees of historical contact with Portugal? What role, if any, does the historically prominent Atlantic Ocean - and by extension the Indian Ocean - still play, both as a mere idea and as a real geographical space, in any of the apparently tenuous and perennially contested linkages? These questions are somewhat different from the ones Francisco Bethencourt highlights at the beginning of his introduction to the volume, but they might be more germane to the common subject matter.

The identity notions and tendencies analyzed here are for the most part conflictual, awkward, self-interested, self-deceiving, and sometimes, as one would of course expect, visionary and programmatic. Even when various historical and contemporary protagonists express them with a deliberate purpose, they may not clearly acknowledge such notions for what they really were and are. Yet the latter exist more tangibly than in a mere rarefied scholarly analytical mindspace - they are embodied both unwittingly and self-consciously in everyday knee-jerk reactions, assumptions, and discourses about the self and the « other » that ultimately drive, inhibit, or distort human action. This is why they matter. Their pervasive presence does not always come through clearly in the studies that make up *Le Portugal et l'Atlantique*. On this count, the volume would have benefitted from, indeed would have deserved, a full-scale introductory essay and perhaps also a conclusion offering a more detailed historiographic and above all conceptual context. Albeit quite difficult to write, such « book-ends » would have enhanced the central message of identity analysis. An alert reader accustomed to scanning between the lines will have no difficulty, however, with teasing out the conjoint streams that make up the overall thrust.

It might come as a surprise that the one factor ostensibly shaping the collection through its title - the Atlantic Ocean - is present largely as a faint background note. It constitutes the true focal point of only two studies, those by François Guichard and Isabel Castro Henriques. For most of the others, it exists mainly by virtue of separating the adjacent landmasses, the places that contain the jostling and changing communities whose identity notions and symbols are being analyzed. Partly a reaction against the Atlantic and sometimes officiously maritime fixation of an older Portuguese historiography? Or perhaps an expression of the fact that maritime studies are closer to the domain of oceanographers, economists, and engineers than of historians, cultural analysts, and social scientists? Or a simple acknowledgment

of the changed and ill-defined role of oceans in an era that has taken for granted constant air traffic, rapid-strike forces, and virtually instant information and financial flows—an era in which points of departure and destinations obliterate the real geographic dominance of intervening ocean spaces? These are questions the collection does not answer – and to some extent does not have to answer. People and their concepts are clearly what matters here. Even Guichard's and Henriques' ocean is much more a constructed idea of the sea than the latter as a physical and geographical entity.

Some readers will inevitably see in this a weakness, thrown into sharper relief by some abrupt conclusions and illustrative examples that crumble under the weight they have to bear. The Portuguese Atlantic spaces of Joaquim Romero Magalhães, « économiquement harmonieux et [...] pratiquement équilibrés pour ce qui est de l'offre et de la demande » (p. 4) may never have existed in any conceivable economic reality. The image begs a host of uncomfortable questions ranging from underdevelopment theory to how one should understand and therefore use the economists' notion of equilibrium, a much debated problem that periodically seems to shake the science of economics all the way down to its awkward nineteenth-century civil-engineering and classical mechanics foundations. François Guichard, for his part, points out aptly that maritime industries are waning in modern-day Portugal, that the country is now « Atlantic » mainly by virtue of occupying a seaboard location, but the apparently eloquent map (Fig. 2) of the relative importance of Atlantic shipping lanes is strangely deceptive. Does it reflect gross tonnages or declared merchandise value? Is the pattern heavily distorted by one product alone – the international flow of crude oil along tanker lanes? How regionally important are the quickly dismissed flows of « modeste cabotage local » (p. 46)? And although it might be more than a little bit unfair, one could say that Isabela Henriques' conceptually sparkling study falls short at the very end by not extending the so-called « opération structurante » of the Euro-American Atlantic far enough into the « modernité » of her title. Only one paragraph (p. 152) highlights the reverse Euro-American influences molding Africa despite an ostensible African « agency » present in everything from politics to commerce.

Yet where the construction of « Lusitanian » and associated perceptions is concerned, *Le Portugal et l'Atlantique* shines brightly and comes to grips with a host of mythologized notions and inspirational acronyms whose underlying reality is more desired than tangible (e.g. CPLP). Michel Cahen's « Portuguese » Africa is sketched with sure, quick, and brutally frank strokes. The shattered yet ambiguously persistent economic relations of the former African colonies with Portugal find their counterpoint in the paradox of a Portuguese language minimally used but useful to African elites as a strangely neutral unifying tool to cut through a mosaic of conflictive African ethnic and linguistic identities. The Portuguese official attitudes to the PALOP, in turn, caught between half-understanding and the trap of CPLP discourses about « common origins » and « shared culture », mirror for instance the incongruities of a so-called Angolan identity stigmatized as « pro-Portuguese » while being in fact rather anti-Portuguese, or the odd but natural lack of Portuguese speakers among the « pro-Portuguese » insurgents of Ansumane Mané in Guinea Bissau. Two to four hundred years earlier we of course encounter the same in the case of Catherine Coquery-Vidrovitch's self-identified « white » black and mulatto Luso-Africans of Luanda, Albrede (Gambia), or Geba (Guinea Bissau); or of the Yoruba, Fon, and Ewe freedmen black or mulatto « Brazilians » from Abomey and Nigeria. Their identities are just as misplaced yet logically determined by path

dependency and pragmatic need as Coquery-Vidrovitch's Arab-Luso-African-Brazilian-Cape Dutch *sobrado* colonial houses blending with the Anglo-Indian bungalow.

The protagonists of the studies in *Le Portugal et l'Atlantique* invent and reinvent themselves and diverse segments of their societies in a farraginous multi-secular and

multi-continental round of Armelle Enders' « imaginaire schizophrène » (p. 105), in which lusophobia and lusophilia come and go with generational and situational switches punctuating the career-making and term-coining discourse of leaders, politicians, rabble-rousers, and academics. At one end of the spectrum, we find the Portuguese as genial carriers of a special kind of colonization, Gilberto Freyre's lusotropical *miscigenação*, ultimately espoused as lip-service idol by the Salazar regime, reconceptualized as Portuguese colonial exceptionalism, and revived in benign garb in the discourse of the CPLP. At the other extreme, there is the arrogant and vain Portuguese vilified by Brazil's *jacobinos* of the 1890s as a « synthèse des turpitudes humaines et antithèse des vertus brésiliennes » (p. 99). In between the extremes unfolds an identity-seeking procession of old and new elites, old emigrants or settlers and new ones, *paulistas* and *emboabas* in Laura de Mello e Souza's study, *filhos de colonos* and *genuínos* in that of Michel Cahen, a farandola of all those reputed to be or purporting to be socio-culturally even if not necessarily ethnically « more Portuguese » and « less Portuguese » depending on historical dynamics and the perceived needs of groups.

Ultimately, as Michel Cahen writes, lusophone Africa – and not only Africa, one should add, but perhaps the entirety of the « lusophone world » – does not exist. Maybe it never did, at least not as an ultimately coherent geopolitical entity. But then, all such imagined or desired entities never survive in any sort of pristine form for any appreciable length of time – witness the former USSR with its attempts at russification and the creation of a new Soviet humanity that would transcend ethnic and linguistic divisions and bridge, in a few brief generations, stark developmental gaps through brute force. Empires are quintessentially short-lived, perhaps easy to conquer but impossible to hold, especially if one takes the long-run view of things. Imperial administrators may agonize over state secrets and commit bewildered and bewildering mistakes in administering what passes at any given time for « justice » (Laura de Mello e Souza). The will to « civilize », subjugate, « pacify » may express itself in urban centres, fortifications, in the cultural force of the *câmara municipal*, jail, barracks, and *pelourinho*, in the creation of a symbolic exchange economy of newfangled acculturating honours and privileges (Maria Fernanda Baptista Bicalho). Elites and legislators may shape and distort emigration flows through preferential or punitive legislation, economic disincentives, and immigration bans (Maria Ioannis Baganha). The educators of elites may institutionally mold the top reaches of colonial societies through identity- and tie-building institutions such as universities, whether in the home country or overseas (Serge Gruzinski). Ultimately, however, any such element can and will be subverted, turned to new and originally unintended ends that paradoxically will end up resembling the old ones.

The one thing that *Le Portugal et l'Atlantique* probably shows the best is that the truth of the matter lies in a contradiction by far not unique to the former Portuguese sphere of maritime and colonial expansion. The « luso-world » in fact *both* existed and never did exist at all. It was and to some extent still is a sincerely loved and hated mental, institutional, and identity-providing construct in people's minds. People are changeable and so are their mental maps of the world. Linguistic identities, unless they are constantly reinforced by the inter-generational nexus of educational systems, ultimately always drift, no matter how slowly. And as the history of various nineteenth-century nationalist endeavours teaches, they can be surprisingly created or re-created almost *ex nihilo*. Which way lies ahead for the « lusotopies » – the parts of the world shaped in one way or another by longer or more fleeting contacts with things Portuguese – should be predicted only with

extreme caution. The only safe prediction we can make is that most of the predictions are likely to prove misleading.

November, 2003, **Martin MALCOLM ELBL**

João LOUREIRO, *Postais antigos de Macau*, Lisbonne, MaisImagem-Comunicação Global Lda, 1995, 140 p., 181 photographies (1890-1999) (« Memória portuguesa de África e do Oriente »).

[Outre l'introduction, sept chapitres : 1. As primeiras vista panorâmicas de Macau, 2. A cidade e os seus sítios, 3. Governação, militares e navios, 4. Igrejas e pagodes, 5. Actividades comerciais e industriais, 6. Outros aspectos da vida de Macau, 7. Uma visão de Macau nos fins dos anos 1960. Une large partie des cartes postales viennent des archives de Macao et non point de la collection personnelle de l'auteur.]

-----, ***Postais antigos do Estado da India***, Lisbonne..., 1998, 128 p. 182 photographies (1890 au début des années 1960) (« Memória... »).

[Outre la préface et l'introduction, cinq chapitres sur l'« État de l'Inde », c'est-à-dire sur Goa (Panaji), Damão et Diu : 1. Goa no dobrar do século XIX (1890-1910), 2. Os « Clichés » de Souza & Paul, « Fotógrafos da Casa Real », nos anos 1920, 3. Arte de Velha Goa nas fotografias de Saldanha dos anos 30, 4. Goa, Damão e Diu nos anos 1950, nos « Clichés » de Sousa & Paul, 5. Um último olhar sobre a Índia portuguesa.]

-----, ***Postais antigos de Cabo Verde***, Lisbonne..., 1998, 128 p. 212 photographies (« Memória... »).

[Outre la préface et l'introduction, quatre chapitres : 1. *A Ilha de S. Vicente*, 2. *A Ilha de Santiago*, 3. *As outras Ilhas*, 4. *O povo e a cultura cabo-verdiana*. Au Cap-Vert, l'édition de cartes postales a été particulièrement importante dès le premier quart du XX^e siècle, sans doute en raison du trafic vapeur transatlantique et de l'émigration capverdienne.]

-----, ***Memórias de Moçambique***, Lisbonne..., 1999, 184 p., textes d'introduction par chapitre + 313 photographies (1905-1970) (« Memória... »).

[Quatre chapitres : 1. A cidade de Lourenço Marques, 2. O Sul do save, 3. A Beira, Vila Pery e a Gorongosa, IV. A Zambézia e os distritos do Norte.]

-----, ***Postais antigos e outras memórias de Timor***, Lisbonne..., 1999, 151 p., introduction (p. 9-14) + 254 photographies (1910-1970) (« Memória... »).

[Outre l'introduction, quatre chapitres : 1. Nos primórdios do século, 2. Os anos 20 nos postais de « edição da Missão », 3. Os anos 30 no « Album do Governador Álvaro da Fontoura », 4. O Timor português do após-guerra. Dans ce volume, il n'y a donc pas que des cartes postales.]

-----, ***Postais antigos de S. Tomé e Príncipe***, Lisbonne..., 1999, 128 p., 212 photographies (« Memória... »).

[Outre l'introduction, cinq chapitres : 1. Cidade de S. Tomé, 2. As roças e o interior da Ilha de S. Tomé, 3. A Ilha do Príncipe, 4. O povo são tomense, 5. A visita do príncipe real D. Luís Filipe. L'archipel équatorial de São Tomé e Príncipe se détache dans l'édition cartophile par la variété des éditeurs et la qualité artistique des clichés. Cela est sans doute dû à la prospérité (de la population coloniale) au début du siècle et au fait que les lignes maritimes portugaises y faisaient nécessairement escale.]

-----, ***Memórias de Angola***, Lisbonne..., 2000, 216 p., introduction (p. 7-17) + 362 photographies (1890-1970) (« Memória... »).

[Outre l'introduction, sept chapitres : 1. *A cidade de Luanda*, 2. *O litoral até Benguela*, 3. *Os planaltos de Huambo e do Bié*, 4. *O sul de Angola*, 5. *Cabinda e o Congo*, 6. *O noroeste de Angola*, 7. *O leste de Angola*.]

-----, ***Postais antigos da Guiné***, Lisbonne..., 2000, 144 p., introduction (p. 7-11) + 248 photographies (1900-1970) (« Memória... »).

[Quatre chapitres : 1. *Bissau no primeiro quartel do século XX*, 2. *Bissau dos anos 40 aos inícios da década de 70*, 3. *Aspectos do interior*, 4. *O povo e os costumes*.]

-----, ***Postais antigos da Ilha de Moçambique e da ilha do Ibo***, Lisbonne..., 2001, 128 p., introduction (p. 7-13) + 214 photographies (1900-1998) (« Memória... »).

[Trois chapitres : 1. *A ilha de Moçambique nos primórdios da século XX*, 2. *A ilha de Moçambique restaurada dos anos 50 e 60*, 3. *A ilha do Ibo do passado e da actualidade* (ce chapitre inclut quelques photographies de l'auteur de 1998).]

João LOUREIRO & José Alves PEREIRA, *Postais antigos e outras memórias da Zambézia*, Lisbonne..., 2001, 104 p., préface de J.A. Pereira, introduction (p. 8-9) + 165 photographies (1900-1968) (« Memória... »).

[Quatre chapitres : 1. *Centros urbanos*, 2. *Os rios Zambeze e Chire e a navegação fluvial*, 3. *A economia da Zambézia*, 4. *A sociedade zambeziana*.]

João LOUREIRO, *Memórias de Luanda*, Lisbonne..., 2002, 128 p., 208 photographies (1890 au début des années 1970) (« Memória... »).

[Cinq chapitres, 1. *Vistas panorâmicas*, 2. *Ruas, Avenidas e Largos*, 3. *Edifícios e Monumentos*, 4. *Transportes e Comunicações*, 5. *Comércio, Lazeres e Turismo*. Comme celui sur l'Angola, ce volume contient les plus anciens clichés connus, de Cunha Moraes, de 1890.]

Il est absolument impossible de faire un compte rendu « ordinaire » des ouvrages de João Loureiro. Il s'agit essentiellement de la publication de cartes postales de l'ancien empire colonial portugais, augmentée de quelques précieuses collections privées de photographies et de rares clichés de l'auteur. Le genre « cartes postales » doit évidemment être, du point de vue historique, critiqué (voir *infra*). Mais, outre cette matière propre, l'auteur lui-même est atypique. En effet, la première critique qui viendrait à l'esprit en parcourant ces centaines de très belles pages, est : *saudosismo colonial* - nostalgie coloniale. Oui, et non. Oui, parce que c'est évident - mais quand on aura dit cela, on n'aura rien dit sur la qualité de l'édition ainsi offerte au public et aux chercheurs. Par ailleurs, l'auteur n'est pas un « ancien » de la coloniale, *reinol* ou *tarimbeiro*, un peu comme certains de ces cadres, souvent universitaires, qui se sont réfugiés au Portugal dans quelques niches préservées - universités publiques ou privées, pour continuer à y vivre selon leurs paradigmes. L'auteur, lui, était, à la fin des années soixante, un très jeune homme qui n'aura exercé des fonctions « coloniales » qu'à l'extrême fin de la période, principalement en Angola (1970-1975) même si son cœur est aussi resté au Mozambique. Sa nostalgie est, en fait, paradoxalement nourrie de modernisme : il se souvient des colonies (qu'il ne nomme jamais ainsi) au moment où elles avaient, enfin, pris un véritable essor économique et connaissaient un non négligeable progrès social, même pour les Africains. Il a vu ce que l'on pouvait rêver être l'ébauche de « nouveaux Brésil » et peut alors tristement comparer ces dernières années coloniales avec les cycles de guerres et de destructions qui ont suivi. On pourra alors l'accuser de ne pas voir le lien entre les deux : la décolonisation ratée ne l'a pas été seulement en raison de telle ou telle décision politique du Mouvement des Forces armées en 1974-1975, mais en tant que résultat de long terme d'une trop grande stagnation, sur le siècle, des milieux sociaux africains niés en leurs identités propres et dont les traditions étatiques ont été brisées. On pourra dire tout cela, et on n'aura pas tort. Néanmoins, on n'aura encore pas dit grand chose... Pour faire justice, il faut d'ailleurs signaler que les termes coloniaux les plus vieillis sont absents des ouvrages : ainsi par exemple, parle-t-il de la libération de Goa en décembre 1961 comme de son « incorporation » à l'Union indienne - terme neutre - et non de son « invasion » ou de son « occupation » - termes que l'on voit trop souvent encore utilisés au Portugal... Répétons-le : la nostalgie de l'auteur est « moderne » et n'implique nullement qu'il considère que la décolonisation aurait dû, ou pu, être évitée. Simplement, *lui*, il ressent la nostalgie des années qu'il a vécues en Afrique et il l'exprime dans ces belles publications. Mais il ne s'agit pas d'exotisme, comme une certaine littérature luso-coloniale, il s'agit de sources pour l'histoire. Enfin, nous ne sommes pas trompés sur la marchandise, puisque ces livres font partie d'une collection au titre explicite : « Mémoire portugaise de l'Afrique et de l'Orient » [c'est moi, M.C. qui souligne].

L'essentiel du travail ne vient pas du commentaire - fort utile au demeurant,

notamment pour identifier les collections reproduites – mais des sources iconographiques offertes commodément aux chercheurs et aux lecteurs. La carte postale (puisqu'il s'agit principalement de cela) est une source précieuse, remontant en Afrique portugaise à la fin du XIX^e siècle. Bien entendu, en toute bonne méthodologie historique, on en fera la critique : pas l'ombre du travail forcé dans ces représentations, pas l'ombre de la guerre coloniale, une forte dose de folklorisation des « réalisations » portugaises (bâtiments, infrastructures, etc.). La carte postale n'est pas faite pour représenter la « réalité moyenne ». Mais cette critique est valable pour toute collection de ce type : la France en cartes postales des années cinquante représente-t-elle la crise aiguë du logement ?

En fait, le matériau reproduit est de haute qualité et il est à souhaiter qu'il soit utilisé en termes comparatistes par des africanistes francophones ou anglophones, notamment pour tout ce qui concerne les vieux milieux sociaux créoles (luso-africains, luso-indiens, macaïstes, ...) très présents dans les cartes postales les plus anciennes, sans nul doute une spécificité de l'histoire coloniale portugaise en raison de son ancienneté et de la durée de son déclin. René Pélissier a pu dire, du travail de João Loureiro, qu'il « marque un tournant capital dans le recueil de l'iconographie coloniale, non seulement de l'ancien empire portugais mais de toutes les autres colonisations » (*África Hoje*, in <<http://africa.sapo.pt/16/240217.html>>, 15 février 2001). On ne peut que l'approuver, d'autant plus si l'on sait que ce que J. Loureiro a publié ne représente qu'environ le quart de ce qu'il possède... : Cap-Vert, 631 cartes postales possédées pour 212 publiées ; Guinée, 671 pour 248 ; São Tomé e Príncipe, 782 pour 212 ; Angola, 4 252 pour 570 publiées en deux albums ; Mozambique, 2 534 pour 692 publiées en trois albums ; Inde, 537 pour 182 ; Macao, 1 049 pour 181 ; Timor, 190 possédées pour 254 publiées (car l'auteur a également publié des extraits d'autres collections que les siennes) (chiffres de 2001). Tout historien qui voudra illustrer un de ses travaux aura donc désormais tout intérêt à se demander s'il ne trouverait pas son bonheur dans la collection publiée, ou encore non publiée, de João Loureiro, l'utilisant ainsi comme une banque de données.

Pour donner une plus grande répercussion à son travail, l'auteur a créé un site web (<www.postaisultramar.com.pt>), mais ce dernier se limite à donner des informations sur les ouvrages parus et sur le moyen de les commander. Or, tout ce travail d'édition a été rendu possible grâce aux soutiens d'entreprises privées ou para-publiques (Fundação Macau, Banco Comercial Português, Agribissau, Mantero, Agrimo, Fundação Oriente, Instituto internacional Macau) ; plusieurs de ces ouvrages ont été réédités, ce qui prouve qu'il y a un marché pour ces publications (à n'en pas douter comme cadeaux d'entreprise, ou parmi les anciens « pieds-noirs »). Ne peut-on rêver qu'avec des appuis comparables, l'étape suivante serait la digitalisation du fonds entier et son édition sur le net, au besoin payante, avec moteur de recherche, etc. Le plus vieil empire sur internet, l'enjeu n'en vaut-il pas la chandelle ? En attendant, toute bibliothèque d'histoire africaine se doit impérativement de posséder cette belle ouvrage.

Septembre 2003, Michel CAHEN

Olga MAGALHAES, *Concepções de História e de Ensino da História. Um estudo no Alentejo*, Évora, Cidehus – Edições Colibri, 2002, ISBN : 972-772-372-1.

Au Portugal, l'enseignement de l'histoire a connu récemment une mise en cause portant sur le nombre d'enseignants face aux effectifs scolarisés, qui pose plus largement la question de la place de l'histoire dans la société portugaise. Mais il s'agit aussi d'un débat ouvert au niveau européen et même mondial. On lira donc avec intérêt l'ouvrage d'Olga Magalhães qui a le mérite d'engager la réflexion sur la pratique historique des enseignants du secondaire portugais à travers une enquête

de terrain réalisée en Alentejo.

En fait, cette étude concerne la deuxième partie de l'ouvrage, car dans la première, l'auteur commence par situer sa démarche en définissant le contenu de l'histoire et les courants historiographiques majeurs, puis analyse dans une approche comparatiste, les systèmes d'enseignement et les résultats obtenus par un certain nombre de pays développés. Le premier chapitre présente les principales « écoles historiques » depuis L. Ranke et A. Comte jusqu'à l'École des *Annales*. Cette analyse permet de préciser les méthodes de l'histoire et de mesurer le renouvellement apporté par les sciences sociales. Olga Magalhães décrit, aussi fidèlement qu'il est possible de le faire en quelques lignes, la diversité des approches suivies depuis une trentaine d'années - à l'exception de l'apport de l'anthropologie et de la micro-histoire. On regrettera que cette présentation ne permette pas de situer véritablement les historiens portugais en dehors d'A. Herculano, ni de réfléchir aux spécificités de l'histoire dans le monde ibérique. Le chapitre suivant répond davantage à cette attente. Il aborde l'étude du système éducatif portugais et des missions fixées à l'enseignement de l'histoire depuis le XIX^e siècle en soulignant les points centraux : handicap récurrent de l'analphabétisme, tournant décisif des années 1974-79 - ce qui éclaire l'immense effort accompli pour combler le retard.

En revanche, la seconde partie de ce chapitre comparant les systèmes éducatifs dans le monde, laisse perplexe. Sur le plan méthodologique d'abord. La réflexion porte sur les résultats en termes « qualitatifs » (comment le contenu de l'histoire est-il perçu par les élèves). L'aspect « quantitatif » n'est pas abordé (quels élèves ? de quel niveau ? élitisme ou démocratisation de cet enseignement ? privé ou public ? avec quels moyens ?), ce qui disqualifie largement le contenu de ces observations. Peut-on en effet étudier indifféremment l'enseignement de l'histoire, de la maternelle à l'université, sans se poser la question des effectifs concernés par l'accès à ce savoir ? La deuxième lacune de fond concerne les enseignants eux-mêmes et leur formation. On lira ainsi avec étonnement un paragraphe de la page 86 qui tend à démontrer la qualité de la réflexion théorique aux États-Unis (établissement de « standards ») comparée à son insuffisance, en France, du fait d'enseignants d'histoire « imperméables » à la question (p. 87). Il faut toutefois attendre une longue note p. 92, pour lire qu'aux États-Unis « 81,5 % des enseignants en sciences sociales [qui enseignent donc l'histoire] n'ont aucune formation scientifique en histoire », qu'il n'y a pas non plus de programme et que comme D. Ravitch le signale, « si les enseignants ne connaissent pas l'histoire, comment peuvent-ils l'enseigner ? ». Voilà qui place un singulier bémol à la présentation précédente... Cette étude repose donc sur l'analyse d'une production officielle institutionnelle (rapports critiques, ouvrages spécialisés), qui ne permet pas de prendre en compte la diversité des situations scolaires, mais aussi culturelles, abordées. Or, l'Histoire tient-elle la même place dans les cultures allemande, française, portugaise, américaine... ? Peut-on évaluer de la même manière la connaissance historique des élèves-futurs citoyens dans des traditions étatiques différentes (centralisation ou autonomie locale, référence à un cadre « patriotique », au contraire européen, ou encore universel) ? Peut-on évacuer la question de l'accès à l'enseignement et à l'Université (niveau de démocratisation, sélection ou non, nombre réel concerné) ? Peut-on traiter de cette question sans évoquer le cadre institutionnel (commission des programmes, inspection générale ...) ? Peut-on enfin envisager la comparaison des résultats sans prendre en compte les formes de restitution privilégiées dans chaque cadre national (QCM ou dissertation, place de l'oral...), ce qui nuance fortement les points de vue ? Cette partie ne répond pas totalement à l'attente du fait d'une simplification qui n'est pas assez clairement explicitée et d'une volonté de synthèse réductrice ; elle suscite de nombreuses questions de fond.

La deuxième partie est méthodologiquement plus instructive. Dans un premier temps, Olga Magalhães expose les conditions de réalisation de l'enquête qui a porté sur des enseignants d'histoire du cycle 3 et de l'enseignement secondaire d'Alentejo

durant l'année 1998-99, dont le niveau de formation correspond à la licence d'histoire ou d'enseignement de l'histoire. Les phases d'élaboration du questionnaire (p. 115-118) sont explicitées ainsi que le contenu portant sur *1/les données personnelles, 2/l'histoire, 3/l'enseignement de l'histoire, 4/une situation concrète d'enseignement avec documents*. Sur 290 individus concernés, les réponses reçues s'élèvent à 33,1 % (répartis en 34,4 % d'hommes pour 65,6 % de femmes), population âgée de 36,4 ans en moyenne et formée en majorité à partir de la seconde moitié des années 1980 (cinq ans de formation initiale). Il s'agit d'individus ayant une expérience professionnelle d'environ 10-14 ans, se situant politiquement à gauche ou au centre-gauche pour 81,8 % d'entre eux, surtout ceux de plus de 40 ans.

Les résultats obtenus permettent de constater que la plupart d'entre eux identifie clairement une histoire positiviste qu'ils ne rejettent pas catégoriquement même s'ils adhèrent surtout à la vision d'une histoire comme « science de la temporalité », fruit de la formation qui leur a été donnée, influencée par l'École des *Annales*. Quant à l'enseignement de l'histoire, il est perçu par le plus grand nombre, comme devant développer les compétences des élèves, en s'appuyant sur leur expérience, tout en respectant la neutralité. L'histoire comme science et rigueur méthodologique dominant leur vision. En revanche l'éducation à la citoyenneté n'est pas une préoccupation majeure, à l'exception des enseignants-hommes, et les explications sur ce point (p. 211) semblent un peu rapides ; des études en milieu urbain à Lisbonne auraient sans doute donné d'autres résultats. La majorité de ces enseignants ne se reconnaît pas dans la conception traditionaliste privilégiant la seule transmission des connaissances, même si l'étude d'une situation concrète d'apprentissage nuance ce point de vue. Elle vérifie que les enseignants présentent une vision consensuelle des faits, choisissent en priorité des supports iconographiques, alors que peu d'entre eux s'orientent vers l'utilisation de moyens plus exigeants (ordinateur, film). Certains privilégient l'activité de l'élève (construire des explications et les interpréter) en partant de son milieu (rôle de l'histoire locale) ; d'autres encouragent un comportement plus passif (lecture silencieuse, prise de notes...). Le degré d'autonomie de l'élève peut également varier, ainsi que la part du travail de groupe mais les méthodes magistrales semblent peu prisées. Il n'existe pas de relation significative entre ces techniques d'apprentissage et les différentes conceptions de l'histoire (par exemple : positivisme et méthodes traditionnelles). Les enseignants semblent plutôt avoir adhéré aux principes généraux d'éducation, sans qu'on puisse relever de différences selon leur formation d'origine. Ils ont intégré un discours normalisateur pouvant dans certains cas masquer des pratiques restées routinières. Le bilan de cette recherche se conclut par la nécessité de poursuivre plus largement ce genre d'enquête afin d'améliorer la réflexion sur la construction de la connaissance historique, sur la pratique et les interactions afin d'introduire de nouvelles orientations dans la formation initiale ou continue des enseignants d'histoire.

L'ouvrage d'Olga Magalhães permet de comprendre les mutations fondamentales qui ont touché l'enseignement au Portugal en quelques années, dans ses méthodes et ses objectifs. Le bilan montre à l'évidence que les enseignants partagent aujourd'hui les préoccupations de leurs collègues européens. On peut relever toutefois un décalage en ce qui concerne l'usage des moyens technologiques plus performants (ordinateur et internet) qui tient à des insuffisances matérielles qui n'ont pas été totalement comblées. Les missions d'éducation à la citoyenneté paraissent moins fondamentales en milieu alentejan que dans les zones des pays développés à forte population immigrée où la nécessité d'insertion sociale est prioritaire. L'intégration au cadre européen impose pourtant une modification des perceptions dans les régions les plus reculées, alors que de nouveaux enjeux pour l'histoire se développent autour de la préservation de l'identité nationale et du patrimoine. Enfin, les remarques faites par l'auteur sur l'influence d'un certain discours « normalisateur » amènent à s'interroger sur la volonté qu'il révèle (comme les « recommandations internationales » citées p. 225) et attire l'attention sur une des lacunes du questionnaire proposé à la réflexion : le rôle de l'esprit critique, autant comme moyen

de formation des élèves que pour approfondir les méthodes des enseignants en histoire.

Michèle JANIN-THIVOS

Françoise MASSA, *Cap-Vert - 25 ans*, Rennes, Université de Haute-Bretagne-Rennes 2, Laboratoires EDPAL-ERILAR, 2002, 172 p.

Cet ouvrage rassemble les communications d'un colloque international qui s'est déroulé les 19 et 20 octobre 2000 à l'Université de Haute-Bretagne-Rennes 2. Si l'intention des organisateurs était de réunir des passionnés du Cap-Vert autour de la célébration du 25^e anniversaire de l'indépendance de ce petit archipel, avec la visite à Rennes du Premier ministre capverdien, on regrette dans cette succession de textes abordant pêle-mêle des récits de voyages, des exposés sur la culture et surtout des études sur la littérature capverdiennne, l'absence d'un projet scientifique plus précis. Mais cela ne reflète-t-il pas finalement l'état des études capverdiennes contemporaines publiées en France ?

Bien sûr, il faut se féliciter de l'initiative de l'Université Rennes 2, et notamment de Michel et Françoise Massa qui, depuis 1969 défendent les littératures lusophones à partir d'un travail de recherche obstiné et approfondi. Cependant, il est regrettable que les échanges, riches dans le colloque, ne soient pas restitués dans la publication, car la seule lecture de ces textes ne permet pas d'avoir un aperçu des débats qui affectent la société capverdiennne actuelle (néanmoins Françoise Massa, organisatrice du colloque, rend compte brièvement de ces débats dans les pages d'avant-propos).

Si le prisme de la littérature est toujours intéressant pour découvrir une société, il peut être aussi réducteur quand on sait que peu de Capverdiens ont accès à cette littérature. En effet, la littérature capverdiennne constitue un lieu de création et de mémoire qui a participé à la construction identitaire d'une nation bien avant le mouvement d'indépendance des années 1970. On n'évoquera pas ici les pères fondateurs bien connus de cette littérature, mais le nombre de Capverdiens ayant participé à ces mouvements d'idées est réduit. Pour cette raison, il faut s'attarder sur l'étude de Marie-Christine Hanras (« "Um Caboverdiano em Moçambique" : anecdotes de la vie quotidienne avant et après l'indépendance » : 25-34), qui présente un recueil de nouvelles écrites par Daniel D. Lopes. Ce dernier raconte le quotidien de Capverdiens de conditions diverses avant et après l'indépendance, au Cap-Vert, mais aussi, fait remarquable, au Portugal, au Pays-Bas et au Mozambique. Il aborde avec un style romancé la question de l'émigration, thème central de la littérature capverdiennne, mais ici le thème est vu sous l'angle des difficultés socio-économiques, de l'isolement et du racisme. Un point de vue qui apporte à la thématique de l'émigration une vision réaliste. Ces évocations sont plutôt rares dans l'ensemble de la littérature écrite par, et destinée à une élite luso-capverdiennne. On évoque bien sûr les autres littératures (francophone, créole, la tradition orale), mais celle qui est à la base de la *capverdiennnité*, ou autrement dit, la représentation commune de l'identité capverdiennne est avant tout lusophone.

Alors pourquoi s'étonner, avec Dominique Lecompte (« À l'Ouest d'Eden ? Enfer ou Paradis originel : l'image du continent africain dans les revues culturelles capverdiennes » : 51-69), que le Cap-Vert tourne encore le dos au continent voisin ? Sa communication, fort utile pour resituer la vision du monde des Capverdiens via le prisme de la littérature moderne, continue en effet de refléter ce rejet du continent noir. Comme s'il fallait se conforter dans l'idée, entretenue pour le grand public, que ces îles, perdues au milieu de l'Atlantique, sont aux antipodes de l'obscurantisme du continent noir ? Les écrivains capverdiens ont largement contribué à la description et à la diffusion de cette *capverdiennnité* qui ignore une partie de ses origines. C'est seulement au moment des luttes pour l'indépendance que le Cap-Vert s'est tourné vers l'Afrique pour y trouver les ressources de sa lutte, et combattre aux côtés de ses frères l'oppression paternaliste de l'État portugais - mais depuis, plus rien, ou si peu...

Alors, même quand M. Carlos Veiga (« Cap-Vert, 25 ans » : 161-165) évoque les acquis de cette vieille nation et les faiblesses de ce jeune État, en faisant un tour rapide de l'évolution socio-politique et économique de son pays depuis vingt-cinq ans, il se réfère à cette littérature lusophone pour, une fois de plus, mettre en avant la *capverdianité* comme pilier de l'identité nationale : « Somos Africanos; é certo mas temos uma literatura própria que distingue a identidade caboverdiana ». Les Capverdiens seraient-ils les seuls Africains à posséder une littérature écrite? Ne sommes nous pas ici dans une conception largement dépassée de l'Histoire? En tout cas, cela nous montre que les Capverdiens connaissent très mal leurs voisins et que ce micro-État insulaire paraît résolument tourné vers le monde occidental.

Aussi, cette nouvelle contribution aux études capverdiennes mène-t-elle une fois de plus à s'interroger sur le particularisme capverdien. Celui-ci est-il vecteur d'évasion, typique d'« îles perdues au milieu de l'océan Atlantique », lieu de brassage de populations et de cultures où vont s'échouer des marins en mal d'exotisme? C'est ce qui fait l'attrait de l'archipel et que beaucoup de chercheurs véhiculent, malgré eux parfois, auprès du grand public. Pourtant l'existence des littératures capverdiennes, objet-même de ce colloque, peut aussi, me semble-t-il, renvoyer à la condition d'enfermement que connaissent ses habitants. On peut aisément imaginer que la littérature peut, comme l'émigration, être pour les Capverdiens un moyen d'évasion de leur condition d'iliens.

Juin 2003, Francine VIEIRA

M. Anne PITCHER, *Transforming Mozambique. The Politics of Privatization, 1975-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 293 pages, bibliogr., index, ISBN 0-521-82011-1.

On ne peut être que d'accord avec la thèse principale du livre d'Anne Pitcher : la privatisation n'a ni éliminé ni même érodé le pouvoir étatique, mais l'a reconfiguré. Ce qui fait l'une des forces et l'intérêt de *Transforming Mozambique* est de le montrer avec finesse, avec nombre d'exemples et d'études de cas à Maputo bien entendu mais aussi dans l'arrière pays souvent négligé par les recherches, à partir d'entretiens et d'une connaissance du terrain indiscutablement approfondie. La démarche de l'auteur est également enrichie par son intérêt comparatiste qui fait largement appel à une littérature très développée sur la question, à propos de l'Amérique latine, de l'Afrique, mais surtout de l'Europe de l'Est.

Grâce à cette démarche sensible aux détails et à la mise en œuvre concrète des politiques économiques, l'analyse des transformations économiques du Mozambique évite les interprétations idéologiques et les évaluations à l'emporte-pièce. Rien n'est vraiment tranché, aussi bien durant l'ère de « Marx » que celle du « marché », pour reprendre les termes du dernier chapitre du livre. La référence au très beau livre de Mía Couto, *Cada Homem é uma raça*⁴ est particulièrement bienvenue et justement utilisée pour faire comprendre les compréhensions biaisées, les glissements successifs et les interprétations différenciées des théories mobilisées, celles du socialisme comme du libéralisme, mais aussi celles du nationalisme et du modernisme qui altèrent et nuancent les déclarations tranchées et directement influencées par les théories à la mode. La démonstration offerte par l'auteur est convaincante lorsqu'elle suggère qu'il n'y a pas une rupture mais que les changements se font petit à petit, imperceptiblement, malgré les discours du moment parfois en totale opposition avec ceux des périodes précédentes. Et que la dose d'idéologie est tempérée sous l'effet de nombreuses contraintes et opportunités : ainsi, certaines grandes entreprises n'ont jamais été nationalisées dans les années 1970 et le secteur privé a continué à exister, tout comme aujourd'hui, les entreprises et les pouvoirs publics continuant de jouer un rôle important dans l'économie mozambicaine. C'est grâce à l'ampleur des exemples et à la description minutieuse des processus économiques que l'auteur peut

4. Editorial Caminho, Lisbonne, 1990

nous donner à voir concrètement les transformations du Mozambique, l'absence d'uniformité et, bien au contraire, la complexité des changements.

L'accent mis sur les négociations et l'importance de la gestion permanente entre acteurs, dans un contexte contesté et instable, me paraît également d'une grande pertinence. Les enjeux sociaux des privatisations apparaissent aussi de façon claire. Mais on ne peut que regretter que cette dimension n'ait pas été davantage développée dans le processus même de privatisation, faisant apparaître de façon plus explicite et développée les conflits entre acteurs et groupes d'intérêts et entre différentes entités étatiques, pour tout dire l'insertion de l'enjeu de la privatisation dans la vie politique mozambicaine. Surtout, un aspect fondamental de ce contexte contesté et instable me paraît largement occulté : la violence, la coercition et pour tout dire la guerre, guerre de libération ou guerre civile. Cette dernière est bien entendu mentionnée à deux ou trois reprises, principalement en tant que coût économique des destructions et élément explicatif, parmi beaucoup d'autres, de la libéralisation et de la privatisation. Mais on reste sur sa faim quant à l'influence de la coercition dans la structuration sociale, dans le fonctionnement et l'organisation économique, politique et sociale du Mozambique, dans les types de mobilisation économique. La violence et la guerre ne sont pas restreints et cantonnés aux régions et aux acteurs directement touchés par les affrontements. Ce sont des phénomènes sociaux totaux qui se diffusent partout, y compris dans l'économique. De ce fait, la guerre ne me semble pas pouvoir être analysée uniquement comme un facteur externe permettant d'expliquer, même partiellement, le tournant libéral et la transition. On aurait aimé savoir comment cette violence, larvée ou au contraire explosive, est ancrée dans les pratiques économiques et sociales, dans l'organisation « socialiste et nationalisée » comme dans l'organisation « libérale et privatisée », comment elle s'insère dans les relations de pouvoir économique et politique, comment elle s'exprime aussi. Les travaux récents de B.O'Laughlin l'ont très finement montré pour la période coloniale et ses résurgences pendant la période post-indépendance au Mozambique même⁵. A l'instar de travaux sur l'Algérie ou sur d'autres pays africains⁶, on aurait beaucoup appris à comprendre comment la coercition, la punition et la surveillance, la manipulation de la peur et de la contrainte physique, la guerre ont façonné les nationalisations comme les privatisations, ont influé sur la compréhension politique et sociale des transformations économiques, ont modelé les représentations de l'autorité et du pouvoir tant dans le domaine politique que dans le domaine économique.

Cette lacune est d'autant plus regrettable qu'Anne Pitcher montre par ailleurs comment la libéralisation constitue un processus politique aux conséquences politiques fondamentales. Les privatisations, comme auparavant les nationalisations, révèlent et attisent des conflits entre nationaux et étrangers, entre factions politiques opposées, entre acteurs de régions voire de couleurs différentes, entre hommes et femmes. Autrement dit, elles font partie intégrante d'un débat et d'enjeux sociaux internes, minimisant largement le rôle des bailleurs de fonds. À ce propos, l'auteur est très convaincante lorsqu'elle rejette, à mon avis de façon efficace et indiscutable, les interprétations en termes de (re)colonisation et de mise en dépendance accrue, soulignant la prégnance, dans ces prises de position, d'une vision passéiste et limitée de la souveraineté. Mais là encore on doit regretter que l'analyse proposée s'arrête à mi-parcours et ne s'aventure pas davantage vers des chemins plus ardues mais aussi

5. Voir par exemple B.O'LAUGHLIN, « Class and the customary : the ambiguous legacy of the *indigenato* in Mozambique », *African Affairs*, 1C (394), January 2000 : 5-42.

6. Pour l'Algérie, voir la thèse de Luis Martinez, parue en livre sous le titre *La guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala, 1998 (paru en anglais en 2000 chez Hurst). Pour la région du bassin du lac Tchad, voir les travaux de Janet Roitman sur les douaniers combattants et notamment *Fiscal Disobedience: An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa*, Princeton, Princeton University Press (« Anthropologies of the Present »), à paraître à l'automne 2004 (et dans sa version française, *L'incivisme fiscal : une anthropologie de la régulation économique dans le Bassin du Lac Tchad*, Paris, Karthala (« Recherches internationales »), à paraître en 2004.

plus riches en matière de compréhension du politique. Et cette frilosité s'explique avant tout par les références bibliographiques dans lesquelles Anne Pitcher a puisé son inspiration théorique. Les catégories proposées par Evans et Scott, qui restent ses grandes sources d'inspiration malgré ses renvois appuyés à d'autres auteurs, sont à mon avis problématiques et limitées en la matière.

Une première critique est que dans *Transforming Mozambique*, l'État et la société demeurent analysés séparément, comme antagonistes. L'auteur refuse explicitement d'utiliser le terme de société civile, à juste titre me semble-t-il, afin d'éviter de se référer à toute la littérature jargonneuse sur l'émergence de ladite société civile, sur sa capacité de résistance, sur son opposition à l'État, etc. Mais son usage du terme « forces sociales » apparaît finalement un peu similaire et si elle arrive à éviter les ornières d'une opposition frontale entre les deux pôles, elle a du mal à éviter une analyse duale État/forces sociales. Par exemple, dans le détail fort intéressant des processus de privatisation, particulièrement dans le monde rural, Anne Pitcher présente les évolutions économiques sous la forme d'une politique faisant l'objet de résistances et de compromis, renforçant cette opposition implicite entre État et société. De fait, elle néglige tout un courant de pensée qui repère les articulations diverses et complexes entre formation de l'État et multiples actions sociales. Malgré ses références à J.-F. Bayart, elle accorde peu d'attention aux processus de formation de l'action étatique, aux transformations du pouvoir et aux modalités concrètes de la gouvernementalité spécifique au Mozambique.

Dans cette perspective, ma seconde critique est que, finalement, alors même que l'un des objectifs de *Transforming Mozambique* est d'analyser les modalités de la reconfiguration de l'État sous l'effet des privatisations, Anne Pitcher parle peu, très peu, de l'État au Mozambique. En effet, elle en donne à voir une image monolithique et surtout réifiée bien qu'il est évident que, par sa connaissance du terrain et de la littérature, elle en connaît toutes les incohérences, les multiples dimensions, les ambivalences. On est frappé tout au long du livre des expressions utilisées pour définir les contours du pouvoir étatique : « l'État a décidé que », « l'État fait » ceci ou cela, « les objectifs de l'État sont... », « ce que propose l'État »... Cette vision fonctionnaliste et volontariste de l'État aurait pu être évitée, et ceci d'autant plus que l'auteur, dans d'autres passages du livre, met en avant les contraintes à la poursuite des objectifs étatiques, souligne les situations en retrait et tout en nuances par rapport aux discours gouvernementaux, pointe du doigt des contradictions et des situations paradoxales (par exemple sur la poursuite des intérêts privés d'origine coloniale dans les années post-indépendance). Il est dommage qu'elle n'ait pas creusé cette contradiction entre sa description d'un État démiurge d'une part et, d'autre part, ces entorses à la vision dogmatique. En ce sens, sa critique de la thèse de Michel Cahen aurait certainement mérité d'être approfondie : ce n'est pas seulement, comme elle le suggère, parce que le socialisme a été tempéré de modernisme et de nationalisme qu'il n'a pas atteint ses objectifs. Mais bien parce l'on ne peut analyser l'État comme une entité déterminée et uniforme, aux objectifs univoques et clairement déterminés, libres de contradictions et d'incompatibilités. La vision essentialiste de l'État qui est la sienne, à la suite de Evans, l'empêche d'analyser et de théoriser, au-delà des décalages entre discours et réalité des actions, la complexité et l'ambivalence des pratiques (et aussi des discours) étatiques, la multiplicité des positions elles mêmes changeantes... L'utilisation de telles typologies est particulièrement préjudiciable pour son analyse. La notion de *intermediary state* (ni *predatory*, ni *developmental*) est particulièrement pauvre et ne permet finalement pas de dire grand chose si ce n'est que l'État n'arrive pas à être aussi démiurge qu'il le voudrait !

Cette auto-limitation de l'analyse du pouvoir étatique est, encore une fois, d'autant plus regrettable que l'auteur offre par ailleurs des descriptions subtiles des transformations concrètes de l'organisation économique du Mozambique. Loin des naïvetés et des analyses idéologiques (tant de « droite » que de « gauche »), grâce là encore à son travail méthodique, la richesse de ses entretiens, le fastidieux travail de

rassemblement de littérature grise et de dépouillement de la presse, Anne Pitcher offre un tableau très nuancé des effets des privatisations, notamment en montrant la gamme des résultats obtenus pouvant aller du succès le plus éclatant à la fermeture de l'entreprise en passant par l'utilisation abusive des actifs de l'entreprise à usages personnels, la transformation de l'entreprise en entrepôt ou en office commercial ou encore par un fonctionnement chaotique et laborieux de l'outil productif. Mais elle n'en profite pas pour s'avancer dans l'analyse des modifications, des continuités et discontinuités des modes de gouvernement. Par moment, elle l'effleure, par exemple dans la description du processus de privatisation dans l'agriculture, à propos du coton ou de la noix de cajou. On regrette qu'elle n'ait pas pris cette opportunité pour nous en dire davantage sur les modifications des relations entre public et privé, entre formel et informel, entre licite et illicite, sur les transformations de la participation de différents acteurs, de différentes institutions, de différents intérêts dans la définition et la mise en œuvre des politiques économiques. Comment évoluent alors les rapports hiérarchiques, les relations bureaucratiques ? Comment se diffusent certaines normes, idées, conceptions et compréhensions et comment se transforment-elles ? L'appel à la notion de *intermediary state* ne permet pas à Anne Pitcher de soulever ces questions et de développer une analyse qui lui aurait alors pleinement permis de mettre à jour les nouvelles modalités de la reconfiguration du pouvoir étatique. Un petit regret à ce propos : l'auteur, qui connaît le français comme le révèle certaines références aux travaux sur le Mozambique, n'a curieusement pas tenu compte de nombreux travaux⁷ en la matière qui auraient pu, précisément, la conforter dans son interprétation et dans sa démarche et permettre une analyse plus approfondie des transformations des modes de gouvernement accompagnant la privatisation.

Mais ces critiques doivent être prises pour ce qu'elles sont : des réserves et des regrets, avant tout parce que ce livre est une contribution importante pour mieux saisir et comprendre les transformations du Mozambique actuel, à partir de sa trajectoire historique ; il permet également d'élargir encore un peu plus la riche littérature sur les privatisations dans les pays dit en transition, en soulignant la dimension politique et finalement moins dogmatique que ce que veulent bien dire tant les tenants que les critiques de ces transformations économiques libérales actuelles.

Janvier 2004, Béatrice HIBOU

Edmundo ROCHA, *Angola - Contribuição ao estudo da gênese do nacionalismo moderno angolano (período de 1950-1964) (testemunho e estudo documental)*, Lisboa, Kilombelombe, 2003, 366 p.

Decididamente, não é tarefa fácil e nem mesmo comum debruçar-se sobre a própria trajetória, recontando e repensando opções e decisões do passado, incluindo a vivência com amigos e rivais, mas tendo o cuidado e a atenção demonstrados por Edmundo Rocha em seu livro sobre o nascimento do moderno nacionalismo angolano. Com certa facilidade, relatos que podem ser incluídos no vasto campo das narrativas autobiográficas acabam por ser lamuriosos ou escritos com as tintas do presente, ainda que pretendam retratar fatos e datas há muito acontecidos. Não é esse o caso do trabalho publicado por Edmundo Rocha, muito pelo contrário. Sua ressalva inicial quanto ao delicado da situação de comentar e narrar episódios que marcaram a vida de várias gerações é necessária e pertinente, mas também é plenamente respeitada pela redação sincera e tranqüila.

7. Notamment tous les travaux de l'équipe du CERI qui a travaillé sur la « privatisation de l'État » et a publié de nombreux articles dans *Critique internationale*, 1, octobre 1998, *Politique africaine*, 73, mars 1999 et *La privatisation de l'État*, Paris, Karthala, 1999 (sous presse en anglais sous le titre *Privatising the State*, Londres, Hurst/New York, Columbia University Press, 2004).

Edmundo Rocha é angolano, nascido em Porto Amboim, em 1931, formado em medicina em Lisboa, com doutorado em pediatria em Argel. Dedicou intensa participação à luta antifascista travada em Portugal durante seus estudos, posteriormente ultrapassada pela ênfase com que se lançou ao projeto de uma Angola independente. Pertence à geração que pôs mãos à obra e construiu o seu destino. Sua trajetória nesse embate severo e constante foi emoldurada pela militância no MPLA (Movimento popular de libertação de Angola) e atravessou crises e fissuras responsáveis por afastamentos e desilusões, mas nunca pelo desmoronamento do sonho de liberdade.

Sua bem-sucedida busca de traçar um quadro geral dos anos iniciais da movimentação anticolonial angolana de tipo « moderno » e com perspectiva « nacional » – para usar os parâmetros adotados pelo autor –, a grosso modo situada entre os anos de 1950 e 1964, se inicia com a advertência de que é preciso ter em conta as diferentes formas de penetração e atuação do colonialismo português no território angolano. Essa incidência e por vezes imbricação colonial terá implicações no formato e no sentido da contestação que se estruturou na década de 50 do século passado.

Partindo dessa premissa, o autor aponta para a divisão e a contextualização das duas principais correntes nacionalistas angolanas. No essencial, a corrente situada no eixo Luanda-Lisboa, com ramificações em outras cidades portuguesas e europeias, desaguaria no MPLA, enquanto a segunda, em torno do eixo Léopoldville-Luanda, com passagem por Matadi e São Salvador, iria gerar a FNLA (Frente nacional de libertação de Angola). A primeira se valia de uma experiência de contato com o colonialismo português mais abrangente e uma interpenetração cultural mais acentuada e politicamente inserida num amplo ideário marxista. A outra, ligada à rede batista de missões protestantes, foi marcada pela experiência da migração de muitos de seus adeptos para o Congo-Belga, assumidamente anticomunista, e apoiada mais solidamente em solidariedades étnico-regionais.

A tese central do autor é que tal « material genético », somado à incapacidade de superação das clivagens pelos principais atores e ao cenário internacional da bipolarização imposta pela Guerra Fria, inviabilizou uma unificação dos propósitos e da luta independentista angolana. As duas correntes teriam se estruturado e crescido de costas uma para a outra.

A mesma perspectiva de análise pode ser encontrada, com algumas variações, em outros autores que se dedicaram ao tema⁸ e que foram, quase todos, vastamente referenciados por Edmundo Rocha. Todavia, ainda que em linhas gerais esse enquadramento se apresente como perspicaz e coerente, é necessário que se alerte para o fato de que algumas das fissuras no interior desses próprios movimentos (FNLA e MPLA) valeram-se desses mesmos fatores regionais, étnicos e de diferentes processos de sociabilidade e politização. Ou seja, não podemos encobrir a força que tais elementos tiveram no interior das próprias organizações políticas e em suas crises.

Na apresentação feita pelo autor dos dois movimentos de libertação analisados, FNLA e MPLA, outros componentes de fundamental importância para a compreensão das oposições que se constroem entre eles são destacados. Cabe citar, pela força da sua presença em todo o trabalho e pelo detalhamento da exposição, o fator ideológico e as alianças internacionais.

8. Para citar os mais destacados trabalhos: João Paulo GUERRA, *Memória das guerras coloniais*, Porto, Edições Afrontamento, 1994; Jean-Michel MABEKO-TALI, *O MPLA perante si próprio*, Luanda, Nzila, 2001; John MARCUM, *The Angolan Revolution. The Anatomy of an Explosion (1950-1962)*, Maryland, MIT, 1969; Christine MESSIANT, *L'Angola colonial. Histoire et société, les prémisses du mouvement nationaliste*, Paris, tese de doutorado, 1983; Carlos PACHECO, *MPLA. Um nascimento polémico (as falsificações da história)*, Lisboa, Vega Editora, 1997; René PELISSIER, *La colonie du minotaure. Nationalisme et révoltes (1926-1961)*, Orgeval (França), Pélissier, 1978.

A narrativa entrelaça, numa preocupação cronológica, os episódios sem se furtar a uma reflexão sobre os temas de maior impacto no movimento nacionalista angolano. A escolha dos fatos tende a pôr em maior relevo os obstáculos e os progressos do grupo em que o autor está inserido, mas sem abrir mão do esforço de relatar o que se passa na corrente oposta. Sua militância na metrópole ao lado da oposição portuguesa contra os ditames salazaristas, a aproximação com os angolanos há mais tempo residentes em Portugal, que haviam identificado a necessidade de se reforçar a luta anticolonial, e a montagem dos primeiros instrumentos canalizadores dessa opção não abriam espaço para dúvidas. Sua inserção na luta por uma Angola independente se concretizaria no que ele identifica como a vertente « nacionalista marxista progressista », que acabaria por se encontrar no MPLA.

A riqueza de detalhes sobre a chegada de diferentes levas de estudantes angolanos à metrópole para continuar seus estudos, a constatação da necessidade de expandir o processo de « africanização » desses jovens, especialmente por meio da literatura, e a história dos locais privilegiados para essa conscientização, como a CEI (Casa dos estudantes do Império), o CEA (Centro de estudos africanos) e o CMA (Clube marítimo africano), compõem um belo depoimento sobre uma fase fundamental na trajetória de parte significativa do grupo que iria constituir o MPLA.

A descrição sobre o que se passava em Portugal e em Paris, locais de atuação desse grupo contestador « exilado », e onde o autor estava inserido, não o impediu de descrever as agruras da atividade clandestina dos angolanos na sua terra. As diferentes organizações políticas independentistas que pontuam a década de 1950, na sua grande maioria centradas em Luanda, são apresentadas, na medida do possível, conjugando depoimentos ao autor com a documentação existente nos arquivos da polícia política portuguesa, a Pide. Mesmo a eterna discussão a respeito da data de fundação do MPLA foi alvo de atenta conjugação de informações e mais uma vez o ano de 1960 se estabelece como marco de criação desse movimento.

Mesmo sobre a vertente paralela ao MPLA e que se congregaria na UPNA (União das populações do norte de Angola), posteriormente na UPA (União das populações de Angola), até chegar finalmente à FNLA, o autor se esforça em tecer um quadro panorâmico que permita entender a rota de seus principais quadros, com especial destaque para o seu eterno dirigente Holden Roberto. Edmundo Rocha analisa as possibilidades e as opções feitas por Holden no período de maior destaque e pujança dessa organização, sem resvalar para críticas saudosistas, mas sim apontando a força do contexto vivido e as diferentes ambições em jogo.

O texto leve, direto e agradável possibilita ao leitor ter acesso a informações nem sempre sistematizadas, como as que fazem referência à « fuga dos cem », em que cerca de uma centena de estudantes africanos das colônias portuguesas residentes em Portugal escapa ao controle da Pide e foge para a França (muitos deles posteriormente se juntariam aos movimentos de libertação). Da mesma forma, o tema das organizações estudantis, que possibilitaram o acesso de jovens angolanos a bolsas de estudo em várias capitais européias, é tratado com a devida atenção e importância.

As difíceis, embora persistentes, conexões entre os estudantes angolanos instalados em Lisboa, Paris e depois Liège e Frankfurt, voltados para o ideal da independência, são descritas com a crueza das reais dificuldades encontradas à época. E será nesse cenário que se processarão duas importantes mudanças: a certeza da necessidade de criar um movimento nacional em ligação com o que estava se passando em Angola e a transformação dos instrumentos de luta anticolonial, que reuniam independentistas de diferentes colônias portuguesas, em organizações divulgadoras e articuladoras dessa luta, mas não mais executoras. Assim o MAC (Movimento anti-colonialista) dá lugar a FRAIN (Frente revolucionária africana pela independência nacional dos povos sob domínio colonial português) e posteriormente à CONCP (Conferência das organizações nacionalistas das colônias portuguesas).

Sobre esse ponto vale referir a preocupação recorrente do autor em criticar as leituras que tendem a aproximar a atuação do PCP (Partido comunista português) à

agitação estudantil, sobretudo angolana, na metrópole e depois à luta anticolonial, nessa primeira fase de finais dos anos 50. Ainda que em diferentes momentos, principalmente quando se trata de trajetórias individuais, como seria o caso de Agostinho Neto e Lúcio Lara, esses « auxílios » se façam presente.

Também o CVAAR (Corpo voluntário angolano de assistência aos refugiados) será descrito e analisado com o carinho de quem participou desde o seu início na dupla tarefa de auxílio às populações angolanas, refugiadas da contra-ofensiva portuguesa à luta desencadeada pela UPA, e de camuflagem à entrada dos demais quadros do MPLA no território do Congo-Léopoldville, tradicional aliado da UPA.

Para aqueles que se dedicam ao tema da luta de libertação angolana, certamente um dos pontos altos do livro é a abordagem sobre as lideranças do MPLA, com quem o autor conviveu muito proximamente. Nesse momento da narrativa, é como se adentrasse as páginas o personagem Edmundo Rocha e não o autor, ou mesmo o narrador. Sem perder a delicadeza do texto, Rocha menciona interrogações, conversas, crispções, angústias, dúvidas e avaliações de quem habitou as mesmas salas de trabalho, de estar e de jantar, os mesmos desafios e nem sempre as mesmas perspectivas. Independentemente do balanço feito pelo autor a respeito das atitudes e dos gestos de cada uma dessas lideranças – nomeadamente, Viriato da Cruz, Mário de Andrade, Agostinho Neto e Lúcio Lara –, elas aparecem de corpo inteiro, da forma como Edmundo Rocha os entendeu e hoje os reconstruiu.

Por outro lado, o autor não perde a oportunidade de resgatar a participação de Ilídio Machado, do cônego Manuel das Neves, de Joaquim Pinto de Andrade, de Matias Miguéis e de Hugo de Menezes, entre outros. Homens que dedicaram suas vidas arriscando-as por um ideal de difícil concretização e que nem sempre receberam o devido reconhecimento.

Algo que salta aos olhos como uma marca no livro de Edmundo Rocha é a busca da construção de um relato atualizado com a bibliografia « científica » existente, elaborada por historiadores e cientistas sociais que se dedicaram ao tema da luta de libertação em Angola, fazendo uso inclusive dos arquivos da Pide. A corroborar essa idéia, pode ser lembrado o agradecimento feito à socióloga Christine Messiant, como um apoio fundamental na aventura da redação do livro. Essa aproximação, por si só, indica o empenho na elaboração de um texto que extrapolasse as fronteiras de um relato memorialístico e preenchesse alguns dos preceitos de uma obra de maior fôlego e dimensão.

Essa perspectiva deve ser realçada porque tende a transformar a efetiva participação do autor em todo o contexto apresentado apenas como mais uma das fontes. Tal postura certamente é responsável por uma análise mais serena, e consequentemente menos *quente*. A escrita, em função do posicionamento adotado, não poderia, portanto, ser na primeira pessoa, pois sua participação é sempre assinalada com a descrição da informação « o autor ». Dessa forma, o que sobressai não é o que ele tão-somente viu ou decidiu, mas o que ele hoje, à luz das diferentes fontes recolhidas e da sua memória, acredita que tenha ocorrido.

A opção por esse tipo de tratamento permite a construção de um relato seguro, invariavelmente referenciado e acima de tudo com grande lisura no trato dos fatos e dos personagens. No entanto, essa opção também implica riscos, pois ela exige a cobrança de determinados cuidados, que podemos chamar de « acadêmicos », necessários ao cumprimento do que se pretende. E são raros os momentos em que se sente falta de um maior número de fontes, assegurando ao leitor o maior leque possível de opções que confirmem as informações apresentadas.

Ao assumir essa postura, o autor acaba por admitir e reconhecer as dificuldades enfrentadas pelos pesquisadores que se dedicam aos temas contemporâneos e que fazem uso de testemunhos. Ele próprio cita os diferentes obstáculos encontrados: impossibilidades geográficas, comprometimentos políticos, falhas de memória, vaidades, exageros e, acima de tudo, as disparidades de versões. No entanto, o saldo é positivo, já que o autor afirma de forma tranqüila, ainda que temerosa diante da dimensão da tarefa, que somente a crítica e a confrontação do maior número de

fontes podem nos posicionar no melhor caminho da procura incessante da verdade, que será sempre um dilema de quem pretende escrever sobre a história, já que é impossível darmos conta de todos os processos e personagens em jogo durante a narração de um fato.

Uma última observação pode ser feita em relação a essa aproximação aos trabalhos situados no campo acadêmico, associação essa que, vale ressaltar, permitiu uma perspectiva original para alguém que participou dos acontecimentos narrados. É a utilização de termos freqüentemente manipulados por cientistas sociais e historiadores e que foram incorporados pelo autor sem a devida precaução. Conceitos ou categorias como *elite crioula*, *assimilados*, *novos assimilados* e *pequena burguesia angolana* desfilam pelo texto sem a necessária discussão da sua origem e o que o autor entende por cada um deles. Ainda que, ao longo do livro, esse problema seja amenizado pela descrição de situações, das associações culturais, das atividades profissionais, dos que estavam envolvidos na agitação anticolonial, o que tende a traduzir os objetivos do autor ao referir tais termos, uma explicação prévia facilitaria a leitura, principalmente para os leitores não-angolanos.

A publicação deste livro posiciona Edmundo Rocha num novo campo de batalha: o da luta pela preservação da memória do movimento anticolonial angolano. E aqui podemos encerrar essas linhas fazendo referência ao problema levantado por Alessandro Portelli, ao descrever o paradoxo do historiador e do cientista social ao analisarem as memórias daqueles que participaram dos eventos narrados. Trata-se de pessoas, não são apenas fontes, e por isso não abrem mão de explicarem as suas trajetórias, de organizarem à sua maneira os fatos vividos. O pesquisador que se dedica a trabalhar tais relatos não pode ficar à espera de um manancial de fatos sem interpretação, « pois não só a filosofia vai implícita nos fatos, mas a motivação para narrar consiste precisamente em expressar o significado da experiência através dos fatos: recordar e contar já é interpretar »⁹.

Dessa forma, o que se deve é valorizar exatamente essa interpretação pessoal presente no relato. Essa será certamente umas das mais valiosas contribuições desse tipo de fonte. E o trabalho de Edmundo Rocha, ainda que tenha primado pela conjugação de fontes arquivísticas, testemunhos e trabalhos de pesquisadores do tema, incorporou também a sua própria memória do ocorrido, transformando-o em algo único e importante para entendermos mais da história do nacionalismo angolano.

19 dezembro de 2003, **Marcelo BITTENCOURT**

Joaquim Ramos SILVA, *Portugal/Brasil: uma década de expansão das relações económicas, 1992-2002*, Lisbonne, Terramar, 2002, 278 p., ISBN : 972-710-336-7.

Paradoxalement, il y a peu de livres sur les relations entre le Brésil et le Portugal aujourd'hui alors qu'on ne peut comprendre la formation du Brésil sans se référer à la colonisation portugaise. Ce livre vient donc à point nommé. Dédié à Armando Antunes de Castro, disparu prématurément, très attaché à cette recherche, ce livre d'économie retrace les relations entre le Portugal et le Brésil, principalement ces dix dernières années. La première partie de ce livre est consacrée à l'étude comparée des économies brésiliennes et portugaises après la Seconde Guerre mondiale. La seconde partie du livre retrace les relations bilatérales existantes entre ces deux pays, essentiellement à partir de l'étude de leurs balances des paiements. La troisième partie enfin s'interroge sur les relations entre le Portugal et le Brésil à partir de l'intégration économique que chacune d'entre elles connaît, soit d'un côté, l'union économique européenne et de l'autre le Mercosur. Chacune de ces parties fourmille de tableaux statistiques révélateurs.

9. Alessandro PORTELLI, « A filosofia e os fatos », *Tempo* (Rio de Janeiro, Universidade Federal Fluminense - Relume-Dumará), 1996, I (2) : 59-72.

Une première version de ce livre a été achevée à la fin des années quatre-vingt-dix, une seconde en 2001 et la version que nous avons est de 2002. On aurait pu craindre une hétérogénéité, des dissonances dans le ton, l'impression de « couper-coller », tel n'est pas le cas. Généralement, en effet, lorsque le livre est retravaillé quelques années après, il perd de sa musique intérieure, surtout lorsque des événements importants ont lieu. Il est en effet très difficile de rajouter ces événements sans altérer cette musique, cette harmonie qui fait qu'un livre puisse être cohérent. L'auteur parvient à donner à son livre cette musique, d'où son intérêt.

Avant d'entrer dans le détail de chacune de ces parties, il faut reconnaître que ce livre a plusieurs limites : à aucun moment on ne traite du travail. Or les conditions de mise au travail au Brésil mais aussi au Portugal sont fondamentalement différentes. L'importance des emplois informels, la précarisation développée des emplois formels au Brésil ces quinze dernières années, auraient mérité d'être soulignées, ne serait-ce que pour s'interroger sur la signification de l'essor de la flexibilité du travail au Portugal aujourd'hui. Peut-on considérer, par exemple, que certaines des mutations que connaît le travail au Brésil préfigurent, par leur côté caricatural et excessif, ce que l'on peut déjà observer de manière modérée au Portugal ? De même, aucune réflexion n'est menée en terme d'analyse économique en ce qui concerne les nouvelles dépendances financières que connaissent le Brésil et dans une moindre mesure le Portugal. La financiarisation n'est pas analysée, et donc la volatilité très prononcée de l'économie brésilienne ces dix dernières années n'est pas étudiée. Il en va de même pour l'impact du développement de la finance, à la hausse comme à la baisse, sur l'évolution des salaires et de la productivité du travail, non abordé. En fait, et c'est une limite sérieuse à ce travail, on est en présence surtout de « photographies » que fait l'auteur. C'est dire son aspect essentiellement descriptif.

Qu'on ne s'y trompe pas, même compte tenu de ses limites, ce livre est cependant très intéressant. Une fois admises ces critiques, que peut-on dire de certains des arguments développés dans le livre ? Je pense qu'il aurait fallu souligner que le Portugal, à la différence de l'Irlande, n'a pas connu un processus marqué de convergence : l'Irlande par exemple connaissait un PIB par tête, en parité pouvoir d'achat, équivalent à 67 % de celui de la moyenne de l'union économique européenne 1985 (indiqué à 100), celui du Portugal était à cette date, une année avant son entrée dans l'Union économique européenne, de 53 % approximativement. En 2001 le PIB *per capita* de l'Irlande dépasse le PIB moyen *per capita* de l'Union économique européenne (indiqué à 100) puisqu'il s'élève à 123 alors que, pour le Portugal, ce chiffre n'est que de 74 %. On peut donc en déduire que le Portugal a beaucoup moins « profité » de son entrée dans l'union que l'Irlande, et il aurait été intéressant d'en analyser les causes. De-même, il aurait été intéressant d'analyser les raisons pour lesquelles le Brésil, ces dix dernières années, peine à s'insérer de manière dynamique dans l'économie mondiale : l'essor de ses exportations repose encore de manière marginale sur des produits à haute technologie en raison principalement d'un faible effort dans les activités de recherche. Enfin, s'agissant du Brésil, sa vulnérabilité aujourd'hui est d'autant plus forte que sa capacité à dégager des excédents commerciaux reposant sur des exportations de technologies est faible et que la contrainte financière, résultat de son régime de croissance, est chaque jour plus élevée. Je pense qu'il aurait été opportun de distinguer les deux types de vulnérabilité que connaissent le Brésil et le Portugal.

La seconde partie est probablement la plus intéressante du livre : elle retrace le commerce entre le Portugal et le Brésil, analyse l'évolution des taux de change, s'interroge sur la possibilité d'une articulation fonctionnelle entre les deux économies, étudie enfin l'évolution des investissements étrangers directs. Je pense, cependant, que l'auteur aurait mieux fait d'inverser son questionnement en s'interrogeant sur l'aspect marginal de ces relations commerciales plutôt que de souligner leur importance croissante. Ces relations sont en effet marginales et l'ensemble des statistiques le montre. Inversement, l'investissement étranger direct est important. La participation du Portugal dans les privatisations brésiliennes de

1991 à 2001 est conséquente : elle arrive en troisième position après les États-Unis et l'Espagne. Les flux de capitaux de 1996 à 2001 sont devenus très importants alors qu'ils étaient marginaux auparavant, puisque aujourd'hui le Portugal est le cinquième investisseur au Brésil juste derrière la France. Certes ces investissements concernent très peu le secteur des services à la différence des autres pays, et sont concentrés dans les activités immobilières (du moins apparemment : un autre tableau probablement plus fiable montre cependant que 22 % du chiffre d'affaires des entreprises multinationales portugaises au Brésil est concentré dans l'industrie au sens large). La troisième partie concerne les relations Union économique européenne/Mercosur, et au sein de ses relations, les rapports entre le Portugal Brésil. Cette partie confirme le caractère marginal des relations réciproques du Brésil et du Portugal, ce dernier consacrant 80 % de son commerce au commerce intra-communautaire.

Deux pays fondamentalement différents. Deux pays qui a la marge, se rapprochent. Ce livre, malgré des limites, est extrêmement utile.

Juin 2003, Pierre SALAMA

Joaquim Ramos SILVA, *Estado e empresas na economia mundial*, Lisbonne, Vulgata, 2002, 153 pages, ISBN : 972-8427-22-0

Ce livre de Joaquim Ramos Silva porte un titre qui le dévalorise, et c'est dommage car il s'agit d'un bon petit ouvrage, précis, concis et original. L'économie mondiale, la mondialisation, sont devenues des expressions passe-partout, à la mode, qui cachent assez souvent une pensée approximative. Tel est loin d'être le cas de ce livre, issu de ce que nous appellerions en France, une thèse complémentaire ou encore une habilitation à diriger les recherches.

Le thème central de ce livre tourne autour des transformations de l'État contemporain dans ses rapports à l'économie mondiale. La thèse défendue considère que l'État est dans l'économie, et qu'on ne peut donc concevoir ce dernier sans interroger immédiatement le premier. L'ensemble forme un tout où chacune des parties est distincte, mais tout autant dépendante de l'autre, au contraire de ce qui s'enseignait, et s'enseigne encore trop souvent lorsque, partant de la théorie pure du commerce international, on ignore - on ignore -, superbement l'État, sauf à le considérer comme élément perturbateur, responsable d'un bien-être inférieur à ce qui serait possible d'obtenir en son absence. Il est donc assez logique que l'auteur mobilise parfois des auteurs de l'économie politique internationale, ou encore ceux de la nouvelle théorie de commerce international. Ces derniers sont cependant un peu négligés, s'agissant de l'investissement étranger direct, et insuffisamment approfondis lorsqu'il est question de se prononcer sur la pertinence des coûts comparatifs ou absolus (comparés) quant au choix de la spécialisation internationale. Mais dans l'ensemble, ils le sont souvent à bon escient. Tel n'est pas toujours le cas des premiers - les auteurs de l'économie politique internationale. Le tri entre des courants, tout de même assez opposés, est insuffisamment fait : Susan Strange est mobilisée (pages 66 et 67 par ex.), mais elle voisine en positif avec Bhagwati, Krueger dans un œcuménisme douteux (par ex. p.49 où ces auteurs sont cités pour insister sur le changement de centre de gravité des relations économiques internationales des importations - taxation - vers les exportations). N'aurait-il pas été plus intéressant de critiquer des courants, de prendre position plutôt que d'utiliser, d'instrumentaliser, certains auteurs de bords très variés pour faire avancer sa thèse ? Quelques trous aussi, s'agissant de la politique économique externe (p. 36 et suiv.) : faire appel à Rogowski eût été judicieux dans la mesure où cet auteur montre l'origine des conflits entre acteurs à partir d'une analyse en terme de coûts comparatifs, conflits de nature à ne pas produire une spécialisation selon les canons de la théorie pure du commerce international, et conduisant à une intervention de l'État, et donc à la définition d'une politique externe de ce dernier. Quelques trous étonnants aussi avec l'ignorance

entretenu de l'apport des économistes radicaux, voire de certains marxistes (je pense à ceux qui se sont construits dans leur rupture au stalinisme) sur l'économie mondiale structurée et hiérarchisée, où l'État joue un rôle central (l'auteur pourrait par exemple se référer aux apports de l'école dite de la dérivation). Une dernière remarque : le chapitre 4 (la convergence État/entreprise dans l'internationalisation) aurait gagné en force s'il n'avait débuté - concession inutile - par une présentation ultraclassique, statique, présente dans tous les manuels, et surprenante après les 68 pages qui précèdent, de graphiques trompeurs en terme d'offre et demande, avec taxe, subventions, etc.

On regrettera que l'auteur évite de critiquer des courants, en oublie d'autres, optant peut-être pour une interprétation de l'économie comme « boîte à outils » inspirée d'une expression de Schumpeter, bien contestable. On s'étonnera aussi de quelques glissements comme « ce que dit la théorie économique » (p. 14) : qu'est-ce que « la » théorie économique, serait-ce une pensée unique ? Que fait-on alors de la *pensée* économique, souvent d'ailleurs appelée à la rescousse de manière judicieuse - je pense notamment aux remarques que l'auteur fait sur A. Smith ?

Malgré ces défauts, ce petit livre est très utile. Il démontre une thèse importante mais encore quelque peu iconoclaste.

Juin 2003, **Pierre SALAMA**
